

LES ANARCHISTES ET LES ELECTIONS

Groupe Fresnes-Antony de la *Fédération Anarchiste*

Publié en 1978 dans “*Volonté anarchiste*”, édition n°3.

TABLE DES MATIÈRES:

LES ELECTIONS (par P.J. VIDAL)

<i>Manifestation de la souveraineté populaire</i>	<i>page 2</i>
<i>La souveraineté</i>	<i>page 2</i>
<i>Les mécanismes juridiques</i>	<i>page 3</i>
<i>Le gouvernement du peuple</i>	<i>page 5</i>
<i>La classe dirigeante</i>	<i>page 7</i>
<i>La coupure sociale</i>	<i>page 8</i>

LENINE ET LES ELECTIONS (par Théo) *page 11*

LA FRANC-MAÇONNERIE ET LES ELECTIONS *page 13*

LA C.N.T. ET LES ELECTIONS (par Renof) *page 14*

PROUDHON ET LE PARLEMENTARISME *page 17*

ANARCHISTES ELECTIONNISTES (de Errico MALATESTA) *page 19*

LE SYSTEME PARLEMENTAIRE EST-IL MEILLEUR EN SUISSE ? *page 22*
(de Michel BAKOUNINE)

PARLEMENTARISME ET MARXISME (de Domela NIEUWENHUIS) *page 25*

LES ANARCHISTES ET LA SITUATION POLITIQUE EN 1978

Vingt ans de pouvoir *page 32*

Le Programme commun, les syndicats *page 34*

Nos propositions, les tâches de l'organisation anarchiste *page 37*

LES ELECTIONS:

MANIFESTATION DE LA SOUVERAINETE POPULAIRE?

«On nous demande de voter?... C'est oublier que le Parlement est un masque, et que le pouvoir réel, dans la société actuelle, réside on ne sait où, incroyablement incontrôlable et secret».

(C. Radcliffe: «Anarchy», n° 37, 1964.)

Les anarchistes ne voteront pas, une fois de plus, aux prochaines élections. Ils feront un effort de propagande pour expliquer qu'il ne sert à rien de voter. C'est là, quoi qu'il paraisse, non une réaction sentimentale («la société n'est pas pure, les anarchistes ne voudraient pas se mêler à elle»), mais une attitude réfléchie, et depuis longtemps pesée.

La réexaminer n'est peut-être pas inutile, aussi bien pour vérifier qu'elle est toujours raisonnable, que pour expliquer nettement pourquoi nous ne votons pas dans le système étatique.

Pour mieux comprendre la position des anarchistes en matière d'élections présidentielles ou parlementaires, il faut comprendre quelle est, brièvement résumée, leur vue de la société actuelle. Celle-ci est organisée selon le schéma gouvernants-gouvernés: ceux qui commandent et ceux qui obéissent. La fiction démocratique n'y est introduite que par le biais du vote qui légitime la plénitude du pouvoir qu'exercent les gouvernants par l'entremise de l'Etat: la souveraineté (la situation est encore plus nette aujourd'hui, l'Assemblée n'a plus de pouvoir, les centres de direction sont ailleurs, et la légitimisation, qui en est dissociée, porte sur un seul homme. Le problème n'en reste pas moins exactement le même).

LA SOUVERAINETE:

«L'impôt est de tous les temps. Le service militaire a commencé avec le bulletin de vote. Vous qui savez ce que «citoyen» veut dire, vous qui savez que «soldat» et «électeur» sont les deux «moments » de souveraineté du citoyen dans une libre République, vous êtes les bienvenus à la préparation militaire parachutiste».

(Affichette militaire au fort de Vincennes, 1958.)

Quelle est donc cette souveraineté du citoyen?

«Cette souveraineté est la propre seigneurie de l'Etat... Or elle consiste en puissance absolue, c'est-à-dire parfaite et entière de tout point... Et comme la couronne ne peut être si son cercle n'est entier, aussi la souveraineté n'est point si quelque chose y fait défaut».

Ainsi parlait, en 1666, Loyseau, légiste subtil et serviteur fidèle de la monarchie. La souveraineté dont il parle, c'est celle du roi de France. Mais la souveraineté qu'il définit, c'est toujours celle de l'«Etat français». La couronne a changé de tête.

L'Etat est souverain, c'est-à-dire, en clair, les quelques individus qui «représentent» au sommet l'Etat, qui parfois, disent-ils, «l'incarnent», ont la puissance absolue - c'est-à-dire, en clair, le monopole et l'usage exclusif de la force armée - police, force militaire. Voilà comment, par quelques mots, Etat, souveraineté, se trouve justifiée l'oppression par la minorité. Mais cette justification ne suffisait pas à rassurer tout le monde, et les juristes vont inventer cette farce illogique: souveraineté... du peuple.

«C'est que le prince estime bon a force de loi... puisque le peuple lui confère et met en lui sa souveraineté et sa puissance» (Digeste).

Au IIIème siècle de notre ère, la fiction était déjà inventée. Une classe, la bourgeoisie, allait la reprendre à son compte et bâtir dessus sa fortune.

C'est le peuple qui a la souveraineté! Mais il ne la garde pas, il la délègue. Les princes qui nous

gouvernement renoncent à ne tenir leur pouvoir que de Dieu. Ils ne le tiennent plus que du peuple. En fait, le peuple n'a jamais la matérialité de la souveraineté. Il n'a pas de moyen de l'exercer, ne serait-ce qu'un moment et en partie. Il n'a pas de moyen d'en contrôler l'exercice.

Cet exercice, confié aux mains d'un seul homme, ou d'une petite minorité (députés de la constituante de 89, ministre anglais, président de la République en France, etc), ne cesse jamais, n'est jamais remis aux mains des «citoyens». On n'attend d'eux qu'une seule chose, qu'ils fassent le geste magique, qu'ils délèguent... quelque chose qu'ils n'ont jamais eu: la puissance absolue.

Berneri faisait d'ailleurs remarquer la parenté de conception entre le «peuple souverain» du jacobinisme et l'équivoque formule de la «dictature du prolétariat».

«Quel que soit le jacobinisme, il est destiné à faire dévier la révolution sociale. Et quand elle dévie, l'ombre d'un Bonaparte se profile».

Le prolétariat a exercé sa «dictature» de la même façon que le peuple, il l'a déléguée, et elle n'a jamais plus été sienne.

Dans un cas comme dans l'autre, c'est la même construction. Le pouvoir absolu est confié en bloc à une minorité, pour une période indéterminée, par la collectivité. Et ensuite, cette minorité, d'en haut, impose à la collectivité un ordre social, met en place des organisations intermédiaires qui ne dépendent que du sommet, que la collectivité ne peut contrôler. Certes, on peut élire son maire en France, mais une fois élu, il doit obéir au préfet pour ce qui est de la législation, au ministre des Finances pour ce qui est des moyens. C'est toujours l'accaparement, le contrôle des organismes intermédiaires par ceux qui exercent la souveraineté. Ce qui plaît au souverain, c'est d'avoir devant lui des individus isolés.

La «souveraineté du peuple», ou «dictature du prolétariat», n'est pas un mécanisme social logique mais une fiction juridique. La «délégation» populaire ou prolétarienne fut inventée pour justifier une forme de pouvoir (souveraineté royale, dictature, tyrannie) qui existait bien avant cette justification. Il ne s'agit là que d'une adaptation.

Il nous faut voir maintenant le système électoral en tant que mécanisme juridique. Et ensuite essayer de le replacer dans son contexte général pour voir plus nettement son rôle et sa portée.

LES MECANISMES JURIDIQUES:

L'opération des élections consiste à donner, par un vote, un mandat. Il y a, en réalité, deux mécanismes qu'il faut distinguer:

1- Le vote: Selon le Larousse, le vote est un suffrage, un vœu énoncé par chacune des personnes appelées à émettre un avis.

Le mot désigne donc un procédé technique, et un procédé technique susceptible de bien des formes. Aussi les anarchistes ne sont-ils généralement pas opposés au vote-procédé technique en tant que tel, au vote indicatif, qui n'a des conséquences obligatoires que pour ceux qui le veulent bien.

Plus exactement, ce n'est pas au vote que les anarchistes en ont, c'est au mandat, à la duperie monumentale que représente, dans la société actuelle, la pseudo-délégation par le «peuple» de sa prétendue «souveraineté».

Voter en soi n'a rien, aux yeux d'un anarchiste, de «répréhensible». Emettre un avis sur un bulletin de vote, quoi de plus normal. Mais dans les élections, le vote ne sert pas à émettre un avis, il sert à conférer un mandat.

2. Le mandat:

«Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant, en son nom». (Code civil, art. 1984).

Déléguer des pouvoirs, c'est donner un mandat. Et le terme se retrouve dans deux domaines: mandat civil du droit privé, et mandat parlementaire, présidentiel, etc, du droit public. Il y a longtemps que la bourgeoisie connaît le mandat civil, privé, hérité du Droit romain. Mais c'est seulement au XVIIIème siècle qu'apparaît cette notion de mandat public, de mandat parlementaire. Or, si l'on compare mandat privé et mandat public, on s'aperçoit vite qu'ils sont très dissemblables; ou, pour parler plus nettement, le «bourgeois» n'a pas du tout la même conception de la délégation du pouvoir selon qu'il s'agit de faire faire des affaires en son nom par un intermédiaire (mandat civil), ou de faire gérer l'Etat (mandat public). Comparons ces deux mandats:

MANDAT CIVIL:

1- Si le mandat est conçu en termes généraux (tous pouvoirs, etc), il ne comporte que de simples pouvoirs d'administration, c'est-à-dire de routine.

Pour les actes graves (vente, etc), il doit être exprès, c'est-à-dire autoriser précisément tel ou tel acte. Et le mandataire ne peut rien faire d'autre que ce qui y est porté.

2- Tout mandataire, sa gestion finie, rend des comptes à celui qui l'a mandaté.

3- Le mandataire est responsable des fautes qu'il commet dans sa gestion (et a fortiori de son dol: tromperie).

4- Le mandant, celui qui a mandaté, peut révoquer sa procuration quand bon lui semble.

(Cf. Code civil, art. 1988, 1989, 1991, 1993, 2004.)

MANDAT PARLEMENTAIRE:

1- Le bulletin de vote est un mandat en blanc. Le candidat n'est en rien tenu par son programme (qu'en fait il n'exécute jamais). Mais ce mandat en blanc lui confère, nous l'avons vu, les pleins pouvoirs, la souveraineté.

2- Ceux à qui le «peuple» délègue sa «souveraineté» ne rendent jamais de comptes.

3- Il n'y a aucun exemple de condamnation d'un dirigeant politique, ni pour ses fautes ni même pour son dol avéré.

4- Le citoyen ne peut révoquer sa procuration qu'à des intervalles fixés, qu'il ne choisit même pas puisque ce sont ses «délégués» qui décident eux-mêmes du moment favorable à leur reconduction.

On voit que dans le mandat privé, le mandant contrôle à tout moment son mandataire, celui-ci peut logiquement être tenu pour son représentant. Par contre, dans le mandat public, le mandant ne contrôle ses mandataires qu'à intervalles plus ou moins éloignés, et surtout au moment choisi par eux (pensons aux découpages électoraux, à la tactique électorale, aux pressions économiques, à la propagande et autres astuces de même espèce). De plus, le mandataire public est irresponsable, le citoyen contrôle très mal son mandataire, celui-ci n'est pas son représentant.

Comparons ce pseudo-mandat public avec une représentation, par exemple celle du préfet, représentant du Pouvoir central dans sa région. Le préfet peut être révoqué à tout instant par décret en Conseil des ministres, celui-ci sait tenir en main ses représentants.

Conclusion: Quand la banque Rotschild se choisit un mandataire (comme naguère Pompidou), le

mandat est strict. Quand le même Pompidou délègue des agents de l'«autorité», le mandat est toujours strict. Mais quand le «Peuple» délègue des pouvoirs, qu'il lui est d'ailleurs interdit d'exercer directement, ne serait-ce qu'en partie, le mandat devient extrêmement souple, pour ne pas dire inexistant. Dans les deux cas précédents, le mandat est un mécanisme, dans le dernier cas, c'est une fiction (1).

Est-ce à dire que les gouvernements, ou d'une manière plus générale, tous les détenteurs de cette fameuse souveraineté, soient incontrôlés? (l'idée selon laquelle le général de Gaulle «fait tout ce qu'il veut»). Ce serait avoir une vue bien naïve de notre monde.

Le gouvernement n'est pas assuré par le «peuple», cette aimable abstraction, mais par une minorité (une classe) et par des moyens autres que ceux du vote.

Le système électoral ne peut être un moyen technique de choisir des responsables. Il y a pourtant une raison à tout ce gaspillage de temps et d'argent qu'est une campagne électorale. Ce qui n'est qu'une bien pauvre fiction juridique, devient, dans la vie, une importante opération d'intoxication psychologique. Si le pouvoir de la minorité dirigeante s'exerçait sans masque, il deviendrait vite intolérable pour la plupart des gens. Le pouvoir prétend donc s'exercer au nom des gouvernés eux-mêmes. Encore faut-il, de temps à autre, leur donner l'impression qu'ils participent.

C'est le conte classique de la fée qui prête sa baguette magique: fais un vœu, etc. Le vœu se retourne d'ailleurs souvent contre celui qui l'a fait, et la baguette magique revient en des mains plus capables. Pendant un jour, le lampiste de base peut avoir l'impression qu'il a le pouvoir. Pendant quelques semaines, tous les hommes politiques, de tous les partis, «révolutionnaires» ou non, vont essayer de lui faire croire qu'il est important, que son opinion compte. L'opération est-elle en général réussie? Oui et non: oui, puisque au moins 50% des gens votent; non, parce que les pourcentages d'abstention sont gênants (2), et surtout parce que la plupart de ceux qui votent le font sans enthousiasme, «parce qu'il faut bien faire quelque chose». Pour beaucoup d'entre eux, la vie se charge de les rappeler à la réalité.

Les élections sont donc pour les anarchistes tout au plus une sorte de vaste socio-drame dirigé, auquel la collectivité est invitée à participer, pour mieux retourner ensuite au travail. Mais où est donc le pouvoir? Dans les mains d'un groupe social modeste et discret, qui fait tout ce qu'il peut, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, pour expliquer qu'il n'existe pas.

LE GOUVERNEMENT DU PEUPLE:

La France est divisée en 3.800 communes, 89 départements, 23 ressorts de légions de gendarmerie, 17 régions de police judiciaire, 9 régions de groupements de C.R.S., 9 régions militaires, 9 ressorts de «super-préfets». Et tout en haut de cette pyramide veille le ministre de l'Intérieur.

Tous les fils du «gouvernement des hommes» (et pas simplement la police) sont rassemblés dans ses mains, tandis que son puissant collègue, le ministre des Finances, s'occupe des grandes lignes de l'«administration des choses».

Voici quelle est l'organisation du ministère de l'Intérieur:

Premier niveau: Le ministre et son cabinet: secrétariat + services adjoints (courrier, chiffre, transmissions, protection civile et service «intérieur»).

(1) Le même Pompidou étudie les moyens de faire en sorte qu'en cas de grève, le contrôle de l'E.D.F. demeure aux mains de sa direction, qui en est «gestionnaire et dépositaire au nom du propriétaire, l'Etat, et ne tombe pas, fût-ce pour quelques heures, au seul pouvoir d'un comité de grève sans mandat et sans responsabilité» («Le Monde», 24-12-1964).

(2) Elections cantonales de mars 1964. Pourcentage officiel d'abstention : 43,4% («Le Monde», 11 mars 1964). Si l'on tient compte du fait que, d'après une étude de «L'Express» (10-62), sur 30.267.900 Français en âge de voter, 2.267.900 n'ont pas pris la peine de se faire inscrire, on comprend pourquoi le nombre des «abstentionnistes», au sens large du mot, inquiète tant les «pousse au vote» de droite et de gauche.

Deuxième niveau: Six directions: 1- Finances et contentieux. 2- Personnel et matériel de police. 3- Réglementation. 4- Affaires départementales et communales (tutelle des collectivités locales). 5- Personnel et affaires politiques (administre le corps préfectoral, tient à jour les dossiers, propose l'avancement, «prépare les élections») (3). 6- La direction générale: la plus importante, se subdivise elle-même en quatre directions: a- personnel et matériel; b- police judiciaire (rue des Saussaies); c- renseignements généraux (police politique); d- surveillance du territoire (contre-espionnage).

Troisième niveau: Les igames (super-préfets): prennent tous les pouvoirs du ministre «en cas de troubles, grève générale par exemple» (4).

Quatrième niveau: Les préfets «dépositaires dans les départements de l'autorité de l'Etat». Pour le département de la Seine et les 193 communes suburbaines: deux préfetures: 1- de la Seine; 2- de Police: se subdivise en trois services: a- police municipale; b- renseignements généraux (étrangers, contre-espionnage, mouvements factieux); c- police judiciaire (Quai des Orfèvres: quatre brigades: finances, de la voie publique, volante, «mondaine»).

Le ministre exerce sur tous les fonctionnaires de son administration le pouvoir hiérarchique le plus total. Tous les fonctionnaires dépendent de son ministère, à tous les niveaux et à tous moments sont révocables sans motivation de la décision.

Recrutement: concours à l'Ecole nationale d'Administration avec affectation à la sortie au Ministère de l'Intérieur. Mais le gouvernement peut toujours refuser une candidature ou recruter à l'extérieur.

Ce n'est qu'au cinquième niveau qu'interviennent des élections (sauf à Paris où les maires ne sont pas élus, mais nommés).

Le maire et le conseil municipal: le conseil municipal est élu par les habitants de la commune en principe tous les six ans (le préfet fixe la date des élections). Il n'est pas permanent (quatre sessions, mais possibilités de sessions extraordinaires). Le gouvernement peut dissoudre le conseil municipal (décret en conseil des ministres) sans donner de motifs. Le préfet peut prononcer la «démission d'office» d'un conseiller, notamment en cas de refus d'accomplir une fonction prescrite par la loi.

Pouvoirs du conseil municipal: vote du budget, création de services municipaux. Cette attribution pouvait offrir des possibilités, et à la fin du XIXème siècle, un courant de «socialisme municipal» entraîne certaines communes à créer, sous ce prétexte, des boulangeries municipales, des boucheries municipales, des pharmacies municipales, etc. La réaction fut d'abord brutale (1901, interdiction par le conseil d'Etat) puis plus nuancée: autorisation de principe, mais seulement en cas de carence des entreprises privées (loi de 1926 et de 1955) et surtout avec l'organisation suivante, en cas de gestion directe, de Régie, par la municipalité (c'est-à-dire le seul cas où on pourrait parler de tendances «collectivistes»); le service sera administré par un conseil d'exploitation: un quart des membres nommé par le préfet, un quart par le maire, directeur nommé par le maire avec l'agrément du préfet, le reste des membres peut être nommé par le conseil municipal.

Le maire est élu par le conseil municipal. Il est placé «sous l'autorité» du préfet pour: la tenue de l'état civil, la révision des listes électorales, la collaboration avec la police. Dans tous les cas, il peut être suspendu pour un mois par le préfet (sans motifs déclarés), trois mois par le ministère de l'Intérieur (idem) et même révoqué par décret motivé (le conseil d'Etat admet comme motivation les injures «grossières» à l'égard d'un ministre).

Pouvoirs du maire? Il prépare le budget (les recettes ordinaires en tant que «représentant du conseil municipal», insuffisantes la plupart du temps, sont fixées, mais libres: les emprunts sont autorisés par le gouvernement. Parmi les dépenses, certaines sont obligatoires, d'autres interdites. Toutes celles qui restent sont libres). Le maire a l'entier pouvoir du plan d'alignement des voies de la commune, les reconnaissances de dettes communales, les procès communaux.

(3) Waline: *Traité de Droit administratif*, page 265.

(4) Idem, page 269. Pour tous renseignements, se reporter à ce livre.

Il reste toutefois, en tant que représentant du conseil municipal, placé sous «la surveillance» du préfet. Il est tenu de se conformer aux lois et aux règlements en vigueur.

LA CLASSE DIRIGEANTE:

Les classes dirigeantes passées ayant été bien étudiées (ce sont toujours les classes dirigeantes passées qui sont étudiées), il n'est pas difficile d'en donner une définition: la classe dirigeante est un groupe social minoritaire qui s'est emparé de la direction du reste du milieu social en contrôlant l'organisation politique de ce milieu (elle détient des postes de «commandement», et notamment le monopole de la force armée) et l'organisation économique (soit directement: patron, soit indirectement: Etat-patron). La conséquence et le signe infaillible de sa prédominance sociale est sa richesse; si l'«élite» dirigeante n'est pas riche en arrivant au pouvoir, elle ne tarde jamais à le devenir (par richesse, il faut entendre naturellement niveau de vie: peu importe que celui qui dispose d'un palais n'en soit pas «propriétaire», du moment qu'il sait qu'il pourra s'en servir tant qu'il le désire). Enfin, ce groupe social, cette classe, tend automatiquement à la continuité, c'est-à-dire à l'hérédité du niveau social; et, corrélativement, elle est à peu près fermée à tout intrus d'un niveau social «inférieur».

Cette définition un peu longue une fois posée, nous pouvons nous demander s'il y a vraiment, oui ou non, une classe dirigeante actuellement. Et nous rencontrons d'abord trois arguments qui nous démontrent qu'il n'y a plus «à proprement parler» de classe dirigeante:

1- *«Les industries clés sont nationalisées, ou en voie de l'être. Les grandes entreprises elles-mêmes sont intégrées dans le plan national. Il n'y a donc plus que des salariés, la «plus-value» tend à disparaître sauf dans le petit commerce, la petite industrie, tenus pour négligeables.*

L'argument joue encore plus dans le cas de la Russie où tout est pratiquement nationalisé (et non collectivisé comme on le dit à tort)».

Cette première objection doit, à notre avis, être écartée immédiatement. Elle confond en effet la manière dont une classe s'approprie à la fois le pouvoir et un niveau de vie très supérieur (les deux sont toujours liés) avec l'existence de cette classe. Or, le mode d'appropriation juridique du pouvoir et de la richesse importe peu en fait. La haute bourgeoisie du XIXème siècle détenait le pouvoir parce qu'elle était individuellement propriétaire des moyens de production, et qu'elle percevait la plus-value. Mais les ancêtres de cette bourgeoisie dans les siècles précédents n'avaient conquis cette position que par l'accaparement des charges publiques. Avant elle, la haute noblesse féodale tirait sa richesse de l'exercice des pouvoirs publics.

Cette rapide remontée dans les siècles, pour superficielle qu'elle soit, aide à comprendre que l'exploitation de la société par une classe peut prendre bien d'autres formes que celles de la propriété privée du code civil et de la plus-value au sens strictement marxiste du terme.

D'ailleurs, que le capitalisme ait changé, c'est là une évidence, encore convient-il de bien noter que la régression de la petite et moyenne entreprise au profit des trusts à caractère monopoliste n'en a pas pour autant désagrégé la classe bourgeoise, bien au contraire, elle a plutôt renforcé la solidarité soumise des petits actionnaires avec les «gros», en même temps qu'elle a accru la puissance de ceux-ci et notamment au niveau politique, en consommant la réconciliation du capitalisme industriel avec le capitalisme bancaire.

2- Les différences de niveau de vie (si importantes puisqu'elles forment la mentalité du groupe social, et ses raisons d'agir) se seraient atténuées. Il n'y aurait plus de fossés entre groupes sociaux, on passerait d'un niveau de revenu à un autre par d'insensibles transitions. C'est l'image d'une pente douce, avec le manoeuvre portugais à un bout et le président-directeur de Péchiney à l'autre. Il y a bien une petite différence, mais le dimanche ils portent le même complet... ce genre d'exemple simplet est fréquent dans certains milieux.

3- De toute façon, l'inégalité encore existante dans les niveaux sociaux serait le strict reflet de la «valeur individuelle» de chacun. La preuve en serait que si, par exemple, le fils du manoeuvre portugais, devenu français bien entendu, a les «capacités intellectuelles», il pourra s'élever dans l'échelle sociale et, qui sait, devenir président-directeur de, disons Saint-Gobain, pour varier.

L'argumentation toute entière se résume alors ainsi: il manque, de nos jours, deux caractères essentiels pour faire une classe dirigeante: la différence très nette de niveau de vie, autrement dit la coupure sociale (argument 2), et l'hérédité (argument 3). Cette argumentation paraît très démentie par ce que nous pouvons savoir de la réalité.

LA COUPURE SOCIALE:

La pyramide des revenus (I.N.S.E.E.): Etablie par l'Institut national de la Statistique (le seul organisme sérieux actuellement, et de plus d'Etat), cette pyramide révélatrice a peu attiré l'attention de la presse. A notre connaissance, elle n'a été publiée que par «France Observateur» et «Tribune Socialiste» (troisième semaine d'octobre 1964). Elle méritait pourtant plus d'intérêt (5). Ce document nous enseigne entre autres:

1- Que la hiérarchie des revenus est énorme dans notre pays, puisque près d'un million de vieux, économiquement faibles, ne disposent que de 6.000 francs par mois, alors qu'à l'autre extrémité de la pyramide, plus de 500 familles ont un revenu de 5 à 6 millions par mois chacune (150.000 disposent de plus de 312.000 francs par mois, 14.000 de plus de 625.000 francs, 3.000 de plus de 3 millions, et quelques dizaines de 10 à 20 millions par mois).

La hiérarchie des revenus en France va donc de 1 à 2.000 ou 3.000. Encore cette disparité de revenus serait-elle beaucoup plus forte si les classes privilégiées ne dissimulaient pas au fisc une partie importante de leurs revenus, soit que la loi les y autorise (revenus d'emprunts d'Etat, intérêts de prêts aux sociétés d'investissement, certains bénéfiques dans la vente d'appartements, avantages en nature offerts à leurs dirigeants par les grandes sociétés: chauffeurs, auto, villa, chasse, domestique, yachts), soit qu'elles fraudent purement et simplement (commerçants, professions libérales...). Les revenus réels de ces groupes sociaux favorisés sont manifestement supérieurs à ceux que le fisc a recensés dans la pyramide ci-dessus.

2- Comme nous l'avons rappelé bien des fois, la grande masse des ménages français n'a encore qu'un revenu extrêmement bas, puisque 45% disposent de moins de 62.500 à 100.000 francs par mois. Au total, trois ménages sur quatre ont moins de 100.000 francs par mois pour vivre.

Cela n'est pas pour surprendre, puisque les statistiques du ministère du Travail établissent que 65% des ouvriers et des employés gagnent encore moins que 55.000 anciens francs par mois et que les salaires moyens pour ces deux catégories - qui constituent les 7/8 des salariés du commerce et de l'industrie - sont d'environ :

	Hommes	Femmes
Ouvriers	58.000	38.000
Employés	68.000	52.000

Pour ce qui est de l'hérédité, la documentation se fait plus rare, on pourra cependant prendre une connaissance assez précise du rôle politique et économique que jouent les dynasties financières et industrielles, en compulsant les numéros du «Crapouillot» : «les gros» et «les 200 familles»... et aussi «les maîtres de l'U.N.R.» et «la république des Rotschild». Mais l'idée qui nous intéresse ici est celle de la «promotion sociale»: la promotion des individus de valeur serait une réalité, du fait que l'université est ouverte à tous.

(5) L'I.N.S.E.E. a dressé son graphique à partir d'une enquête portant sur 20.000 familles-échantillons. Le revenu retenu est le revenu fiscal. Le revenu réel dépasse de 10 à 30% le revenu fiscal, principalement dans les catégories sociales élevées. Aux résultats ainsi obtenus, on pourrait ajouter les quelques lignes que consacrait «Le Monde» (30-4-62) aux pyramides des salaires et aux déclarations d'impôts (2-2-64). L'image que ces documents nous donnent est celle d'un groupe social dont le niveau de vie n'a rien de commun avec le niveau de vie du plus grand nombre.

Les statistiques récemment publiées dans un ouvrage au titre significatif (6) par les sociologues Passeron et Bourdieu, nous montrent que l'université compte 0,6% de fils de salariés agricoles, 0,9% de fils du personnel de service, 6,4% de fils d'ouvriers et 7,9% d'employés (de bureaux et de commerce). Contre 28% de fils de cadres supérieurs et de membres de professions libérales, 17,7% de fils de patrons de l'industrie et du commerce, 17,8% de fils de cadres moyens et 7% de fils de rentiers sans profession. Ces pourcentages déjà révélateurs quant à l'égalitarisme de l'enseignement français, deviennent probants si l'on en déduit le nombre d'étudiants pour 1.000 personnes actives de la catégorie d'origine; ce nombre part de 1,4 pour les salariés agricoles, 1,7 pour le personnel de service, 1,9 pour les ouvriers, passe à 6,8 pour les employés, pour aboutir ensuite à 106,8 pour les industriels et 168 pour les professions libérales.

Aux obstacles économiques, évidents, s'ajoutent les obstacles culturels, peut-être moins apparents mais tout aussi efficaces (cf. titre de l'ouvrage cité) et qui ont notamment pour effet, d'une part le retard et le piétinement des «classes défavorisées» qui, s'il n'est pas absolument rédhibitoire quant à l'obtention des «places» s'accompagne d'autre part d'une relégation des «classes inférieures» dans certaines disciplines: 7,2% et 8,6% de fils d'ouvriers en lettres et en sciences (pour devenir: professeurs, techniciens, cadres moyens et subalternes...) contre 4,8% en droit, 3,1% et 2,2% en pharmacie, alors que les fils des cadres supérieurs et professions libérales, par exemple, sont 27,1% en droit, 34% en médecine, 44,2% en pharmacie, contre 27,6% et 25,1% en sciences et en lettres. L'inégalité est encore plus nette pour ce qui est des grandes écoles, pépinières des futurs cadres supérieurs, administrateurs publics et privés. Prenons les écoles les plus renommées pour leurs débouchés: Polytechnique compte dans ses effectifs 2% de fils d'ouvriers contre 13% de fils de patrons de l'industrie et du commerce et 57% de fils des professions libérales et cadres supérieurs; les écoles normales supérieures de la rue d'Ulm (garçons) et de Sèvres (filles) dénombrent 3% de fils d'ouvriers contre 51% de fils de cadres supérieurs et professions libérales, et 9% de fils de patrons de l'industrie et du commerce. Arrivons-en, pour terminer ces énumérations fastidieuses, au sanctuaire de la haute bourgeoisie qu'est l'Institut d'Etudes Politiques (Sciences-Pô pour ceux qui connaissent!) et qui prépare à «ma très fidèle» Ecole nationale d'Administration (préfets, sous-préfets, diplomates, secrétaires de cabinet, conseil d'Etat, ministère des Finances...): on y trouve 2% de fils d'ouvriers (33,8% de la population active) contre 19% de fils de patrons de l'industrie et du commerce (12% de la population active).

Ainsi donc si pour un fils de prolétaire les chances d'accéder au poste de cadre moyen sont minimes, celles d'accéder à celui de cadre supérieur ou plus généralement de dirigeant sont purement symboliques, tant il est vrai que:

« Les classes privilégiées trouvent dans l'idéologie (de la sélection par le talent) une légitimation de leurs privilèges culturels qui sont ainsi transmués d'héritage social en grâce individuelle ou en mérite personnel. Ainsi masqué, le «racisme de classe» peut s'afficher sans jamais apparaître». (Op. cit.)

Telle est, nous semble-t-il, la juste réponse à l'argument n° 3.

Il reste cependant, et c'est là précisément notre propos, une voie d'accès vers un niveau plus élevé de l'ordre social pour les ambitions prolétariennes individuelles, c'est la voie politique et surtout parlementaire (on pourrait envisager dans cette optique un parlementarisme syndical). L'histoire de la social-démocratie allemande et des partis communistes français et italien (entre autres...) est bien faite pour inciter l'arrivisme, ou du moins pour le catalyser; les «représentants» élus, des partis soi-disant prolétariens, et même «révolutionnaires», savent se montrer collectivement de bons gardiens du système dès lors que, députés, il leur assure largement le nécessaire et le superflu, et satisfait leur volonté de puissance (en 1936: «Il faut savoir finir une grève»), ce sont même de bons gérants du capitalisme à qui l'on peut faire confiance dans les heures graves (en 45: «Produire d'abord, revendiquer ensuite». «La grève, c'est l'arme des trusts»). Mais individuellement aussi les politiciens du prolétariat peuvent se faire apprécier comme éventuels administrateurs de sociétés (privées), plus couramment encore ils peuvent être tout simplement vénaux. Ce sont là les seuls modes de «promotion sociale» du prolétariat, le second terme de l'alternative étant la destruction de cet ordre social hiérarchisé.

Il pourrait y avoir une certaine confusion entre notre attitude antiparlementaire et celle des idéologies

(6) « Les Héritiers ». Les étudiants et la culture. 1964, Ed. de Minuit.

totalitaires (elles deviennent parlementaristes quand elles peuvent organiser la terreur policière). Si nous sommes antiparlementaristes, c'est parce que nous reprochons au parlementarisme son manque de démocratie (dans le sens «pouvoir du peuple»), tandis que les théories totalitaires lui reprochent un excès de démocratie. Les uns et les autres considèrent que le régime électoral et parlementaire, tout en gardant les apparences d'un «vox populi», n'est pas une vraie expression de la voix du peuple. Nous considérons que cela provient de deux faits: le député et le pouvoir législatif sont un paravent au vrai pouvoir, celui de la classe dominante qui utilise les façades pseudo-populaires pour toujours imposer ses décisions; par le truchement du vote, on continue de tenir et de perpétuer les vieux sentiments, les vieilles habitudes et les symboles de représentation, de soumission, d'abdication, de centralisation, d'irresponsabilité, d'immaturation des masses en les empêchant de s'occuper effectivement et directement des problèmes de leur propre vie en tant que producteurs, consommateurs et citoyens.

Les théories autoritaires, encore plus les théories totalitaires, par contre, refusent toute participation populaire, même la fiction du parlementarisme, en décrétant que la masse n'a qu'un devoir: se soumettre, obéir, exécuter les directives venues d'en haut, soit d'un chef providentiel et omniscient, soit d'une oligarchie, parti, mouvement, armée.

L'attitude antiparlementaire classique nous semble insuffisante. La plupart des électeurs sont d'accord sur le côté ridicule et impuissant de la pratique électoraliste, mais ils continuent tout de même à voter, parce qu'ils ne voient pas d'autre possibilité. La propagande antiparlementaire purement négative ne suffit pas, il faut en même temps proposer quelque chose d'autre. Cet «autre chose» peut se situer sur deux plans: un plan lointain: le changement du régime par un autre, plus juste, plus humain, vraiment démocratique; un plan quotidien: l'encouragement et la participation en tant qu'individu (dans certains cas même, en tant que groupe ou fédération), à l'activité sociale quotidienne, surtout celle où l'emprise étatique est la moins forte, pour pouvoir susciter, encourager les initiatives, les aspirations, les besoins venant de la base, c'est-à-dire de vastes couches du peuple.

L'organisation libertaire de la vie sociale n'est que l'expression de la démocratisation poussée et effective: une multitude d'organisations locales le plus autonome possible (donc le plus responsable et le plus «adulte») réunies par agglomération, par région, par unité territoriale, réunies aussi par affinité et similitude d'intérêt et de travail, sur la base d'entraide, de fédéralisme, d'autogestion.

L'élimination des secteurs de distribution artificielle (comme aujourd'hui tel produit vendu 5 ou 8 fois plus cher au consommateur qu'il n'est acheté au producteur) abaissera les coûts de production. La concentration des industries, horizontalement et verticalement, supprimera la concurrence et permettra de diversifier, d'adapter l'offre à la demande. Le nivellement, la réduction des différences de salaires évitera les inégalités sociales créées dans les régimes actuels capitalistes et communistes à des fins démagogiques et répressives («diviser pour régner»).

Il est à remarquer que ces trois mesures: suppression des secteurs parasites, de la concurrence et égalisation des salaires, en même temps que la création de conseils ou comités ouvriers ou paysans, sont les phénomènes qui apparaissent dans tout mouvement historique où les masses ont une part importante. La Russie de 1917-21, les mouvements spartakistes allemands de 1919-20, les occupations d'usines en Italie en 1920, l'Espagne en 1936, la Hongrie en 1956, l'Algérie en 1962, pour ne prendre que les exemples les plus caractéristiques, ont appliqué ces méthodes. Il ne s'agit pas par conséquent d'une vue théorique. Et il est aussi intéressant de signaler que c'est en Espagne, où l'anarchisme était le plus puissant et le plus organisé, que la participation des travailleurs à la gestion de la société a été la plus poussée.

Les conceptions anarchistes de gestion ne sont pas spécifiques au mouvement anarchiste, elles sont une nécessité dans une société dont les besoins et les contradictions ont créé les chambres à gaz et les bombes nucléaires.

P.J. VIDAL.

LENINE ET LES ELECTIONS:

Pour les partis politiques, l'exemple le plus intéressant nous semble celui du parti communiste, puisqu'il se déclare révolutionnaire et en même temps accepte de participer aux élections dans le système bourgeois.

Pour comprendre cette position, il faut étudier la position de Lénine. Elle est surtout exprimée dans *La maladie infantile du communisme*. Or, cet ouvrage est un texte de circonstance, écrit en avril-mai 1920 et publié en juillet pour le 11^{ème} Congrès de la III^{ème} Internationale (du 19 juillet au 6 août 1920). Lénine s'opposait aux réformistes et aux parlementaristes, d'où élaboration d'une théorie très particulière, tenant à la fois compte de l'expérience et des différentes tendances à contenter dans la III^{ème} Internationale.

Lénine pose d'abord les «principes»:

«Une centralisation absolue et la plus rigoureuse discipline du prolétariat sont une des conditions essentielles pour vaincre la bourgeoisie». (Page 14. Editions 10-18).

«Nier la nécessité du parti et de la discipline du parti, voilà où en est arrivée l'opposition. Or, cela équivaut à désarmer entièrement le prolétariat au profit de la bourgeoisie». (Page 50).

Il aborde le problème du parlementarisme de façon négative (page 88):

«En Europe occidentale et en Amérique, le parlement s'est rendu particulièrement odieux à l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière, c'est indéniable. Et cela se conçoit... par la conduite de l'immense majorité des députés socialistes et social-démocrates au parlement pendant et après la guerre».

«Le parlementarisme en tant que système d'Etat est devenu la forme «démocratique» de la domination bourgeoise. Le parlementarisme est une forme déterminée de l'Etat. Aussi, ne convient-il en aucune façon à la société communiste qui ne connaît ni classe ni lutte de classes, ni pouvoir d'Etat d'aucune sorte». («L'année 1920», page 650. Œuvres complètes, tome XXV, Paris 1935).

Mais il rattrape aussitôt son idée motrice:

«La participation aux élections parlementaires et aux luttes parlementaires est obligatoire pour le parti du prolétariat révolutionnaire précisément afin d'éduquer les couches retardataires de sa classe, précisément afin d'éveiller et d'éclairer la masse villageoise inculte, opprimée et ignorante. Tant que vous n'avez pas la force de dissoudre le parlement bourgeois et toutes les autres institutions réactionnaires, vous êtes tenus de travailler dans ces institutions, précisément parce qu'il s'y trouve encore des ouvriers abrutis par la prêtaille et par l'atmosphère étouffante des trous de province. Autrement vous risquez de n'être plus que des bavards». (Page 80).

«La participation à un parlement démocratique bourgeois, loin de nuire au prolétariat révolutionnaire, lui permet de démontrer plus facilement aux masses retardataires pourquoi ces parlements méritent d'être dissous, facilite le succès de leur dissolution». (Pages 82-83).

«Cette action parlementaire... consiste surtout à user de la tribune parlementaire à des fins d'agitation révolutionnaire, à dénoncer les manœuvres de l'adversaire, à grouper autour de certaines idées les masses qui, surtout dans les pays arriérés, considèrent la tribune parlementaire avec de grandes illusions démocratiques. Le parti communiste y entre, non pour s'y livrer à une action organique, mais pour, de l'intérieur du parlement, aider les masses à faire sauter la machine d'Etat de la bourgeoisie et le parlement même». (Année 1920, résolutions du II^{ème} Congrès, page 651).

Cette position tout à fait contradictoire est justifiée par les conditions objectives:

«Il faut saisir la moindre possibilité de s'assurer un allié numériquement fort, fût-il un allié temporaire,

chancelant, conditionnel, peu solide et peu sûr. Qui n'a pas compris cette vérité n'a compris goutte au marxisme, ni en général au socialisme scientifique contemporain». (Page 103).

Le prolétariat n'est pas pur:

«D'où la nécessité absolue pour l'avant-garde du prolétariat, pour sa partie consciente, le parti communiste, de louvoyer, de réaliser des ententes, des compromis avec les divers groupes de prolétaires, les divers partis d'ouvriers et de petits exploitants». (Page 109).

«La conclusion est claire: rejeter les compromis «en principe», nier la légitimité des compromis en général, quels qu'ils soient, c'est un enfantillage qu'il est même difficile de prendre au sérieux. L'homme politique désireux d'être utile au prolétariat révolutionnaire doit savoir discerner les cas concrets où les compromis sont admissibles (...) ». (Page 39).

On sait que le IIème Congrès de la IIIème Internationale donna la direction des partis communistes au bureau du Komintern, c'est-à-dire à Lénine. C'est de cette époque que date la vassalisation des P.C. étrangers à la politique extérieure russe. Lénine le prévoyait et préparait une théorie totalement subjective, dont l'interprétation restait au seul bureau du Komintern. Les luttes internes, les purges, les remous dans le monde communiste sont les conséquences inévitables du centralisme dictatorial, «tzariste», de Lénine.

La position d'un P.C. aux élections est devenue un enjeu, un pion de la politique russe. En niant toute autonomie, tout fédéralisme. Lénine a fait de l'opportunisme la condition essentielle pour le maintien au pouvoir d'une nouvelle classe.

Le parlementarisme n'amène que des compromis avec les partis au pouvoir, en aucun cas il ne donne un résultat quelconque.

«La classe ouvrière peut-elle devenir la classe dirigeante en s'en tenant simplement aux votes électoraux? L'histoire n'a vu aucune classe opprimée devenir classe dirigeante par les élections. Le bourgeoisie fait l'éloge de la démocratie parlementaire et du système électoral, mais il n'est pas un pays où la bourgeoisie ait pris la place des seigneurs féodaux par des voix gagnées aux scrutins».

(Extrait d'*Encore une fois sur les divergences entre le camarade Togliatti et nous*. Editions en langues étrangères, Pékin 1963, page 117.)

D'ailleurs, comme par hasard, les deux seuls exemples où une classe semble avoir pris le pouvoir légalement sont celui du fascisme italien, puis du fascisme allemand. Comme s'il existait une complicité entre les forces démocratiques militaires et économiques et le fascisme, est-ce possible?

Ce n'est un secret pour personne que Krupp et les industriels de la Rhur ont financé Hitler, que la police l'a laissé se débarrasser de la gauche. En Italie, ce fut la même chose: en novembre 1919, Mussolini, candidat à la députation, avait obtenu 4.000 voix contre 180.000 à son concurrent, mais en octobre 1922, le voilà au pouvoir. La classe au pouvoir ne faisait que changer de méthode et d'allure.

Théo.

LA FRANC-MAÇONNERIE ET LES ELECTIONS:

L'organisation chargée par les forces bourgeoises au pouvoir de surveiller, de s'infiltrer dans les mouvements d'opposition, à part les éternels mouchards et flics, est la franc-maçonnerie. La franc-maçonnerie est la bourgeoisie parlementaire, c'est son parti, son idéologie (d'où son libéralisme: une bonne organisation de classe se doit d'écouter tous les courants pour mieux diriger et harmoniser sa politique avec les intérêts de ses membres). Dernièrement, à chaque fois que la franc-maçonnerie a été persécutée, elle l'a été par les fascistes, d'où opposition anti-fasciste, avec laquelle nous nous sommes trouvés d'accord. Mais cet anti-fascisme est celui de la bourgeoisie, de même que certains catholiques et protestants sont antifascistes. La franc-maçonnerie protège le régime capitaliste. Tous les anarchistes en faveur des élections, ou qui refusent de se dire anti-électorales, ne sont-ils pas des francs-maçons? Pour le montrer, nous donnons le texte qui suit «Nécessité de clarté, anarchisme et franc-maçonnerie», publié par «Umanità Nova» (11-2-1962) et écrit par Aurelio Chessa (administrateur de «Volonté»).

«Je pense aussi qu'il est probable que la franc-maçonnerie et la «démocratie» en général intriguent parmi nous avec l'espoir que nous ne leur serons pas trop hostiles le jour où le régime changera».

Errico Malatesta (lettre du 7 mars 1923 à Armando Borghi).

«..Nous avons eu des «camarades» francs-maçons qui, pour remplir leurs objectifs, se sont affirmés comme défenseurs d'un des deux blocs actuellement en présence. Et, naturellement, leur bloc favori est le bloc occidental, étant donné que dans les «démocraties» occidentales la franc-maçonnerie règne et travaille pour la défense de ce «monde libre» qui reste encore à libérer. Ils ne manquent pas de raisons pour se déclarer favorables à une intervention armée contre le bolchevisme; bien des raisons que partagent aussi les anarchistes; encore que nos raisons ne peuvent se confondre avec celles des anticommunistes bourgeois; les nôtres ont pour base la liberté de l'homme que communistes, aussi bien que bourgeois, francs-maçons et partis gouvernementaux nient, bien qu'en apparence les «démocraties» nous laissent le droit conditionnel de... ne pas sortir des rangs.

Nous avons encore, bien que très négligeable, le phénomène franc-maçon alimenté parmi nous par les vieilles amitiés du républicanisme franc-maçon d'origine antifasciste (...). Ces camarades qui se sont mis ouvertement au service de certains partis tel que le parti républicain, en arrivant à faire cause commune pour convaincre certains secteurs anarchistes d'entrer dans les compétitions électorales et, au nom d'une liberté unilatérale, déclarer publiquement que l'anarchisme n'interdit à personne de voter, ne se sont pas aperçus qu'ils se sont mis en dehors du mouvement anarchiste. Et même s'ils ne s'en sont pas aperçus, comme je le crois en vérité, ils ont l'attitude du franc-maçon qui cherche à semer le désordre dans notre camp. L'anarcho-franc-maçon, outre qu'il est en contradiction avec l'anarchisme qui ne reconnaît pas la hiérarchie de la franc-maçonnerie et des partis, est également insolent quand, toujours au nom de la liberté anarchiste, il cède à la tentation bourgeoise d'exploiter son prochain en faisant une question de droit parce que nous ne sommes pas encore en anarchie (...).

Le mal est qu'il continue à fréquenter nos groupes, nos assemblées, nos congrès, et parfois il y prend la parole et, toujours en hommage à la liberté anarchiste, on le laisse dire et faire sans qu'anarchistement parlant on lui dise de sortir et de ne plus reparaître.

Notre liberté ne doit pas être conditionnée par aucune sorte de camarade. Et puisqu'ils s'obstinent à nous noyauter, il faut les isoler, les éloigner. Ils peuvent avoir intérêt à rester parmi nous et à chercher à corrompre quelques-uns d'entre nous, proie facile de personnes qui ont eu un passé d'anarchistes, mais qui aujourd'hui exploitent ce passé lui-même pour des fins étrangères à l'anarchisme».

LA C.N.T. ET LES ELECTIONS:

Depuis sa création (novembre 1910) jusqu'à son interdiction en 1923 lors de l'instauration de la dictature de Primo de Rivera, la Confédération nationale du Travail n'eut guère à se poser le problème des élections. Celles-ci n'intéressaient que la droite, qui truquait ouvertement le scrutin grâce à ses hommes de main locaux (caciquismo) ou grâce à des fonctionnaires subornés (puche-razo). La gauche, soit dit en passant, faisait de même mais à une échelle inférieure).

La chute de Primo de Rivera, en 1927, et le régime de transition de Berenguer donnèrent lieu à des élections en vue de créer une assemblée constituante en avril 1931. A dire vrai, ces élections ne faisaient que sanctionner une série d'accords politiques entre la droite modérée et les républicains, pour remplacer la monarchie parlementaire par une république (pacte de San Sebastian).

De 1923 à 1927, la C.N.T. étant interdite, une partie des militants se réfugia en France et en Belgique, mais la grande majorité resta en Espagne. (Il est à noter que le parti communiste, fondé par deux groupes différents en 1921, puis regroupé, était si faible qu'il ne fut pas interdit.) Cependant, la propagande anarchiste demeurait et les journaux anarchistes d'Amérique latine circulaient en assez grand nombre. Les exilés de France firent des tentatives armées pour s'introduire en Espagne, mais échouèrent (Val d'Aran et Bidassoa). Comme dans tout mouvement en exil, des mésententes apparurent, certains éléments prirent contact avec des politiciens et participèrent indirectement au pacte de San Sébastian (Pestaña), les autres travaillèrent avec les anarchistes français et avec différents anarchistes exilés: russes et italiens. Eusebio Carbo et Orobon Fernandez participèrent même aux réunions sur la plateforme d'Archinof (7) (témoignage d'Ugo Fedeli participant également, dans «Volonta», anno III, 6-7, page 373).

La C.N.T., redevenue légale en 1930, annonça bien avant les élections de 1931 que la république ne valait pas mieux que la monarchie, et elle donna la consigne d'abstention.

L'incapacité de la monarchie amena la majorité des votants à élire les candidats républicains, ce qui provoqua le départ du roi; aucune effusion de sang n'avait eu lieu et, d'autre part, aucun changement social, si minime soit-il, n'avait été fait.

Une bonne preuve de ce que le changement de régime était une farce nous est donnée par l'ancien maire de Sabadell, José Maria Marcet Coll, franquiste aimant parler ferme et franc: *«Et le 14 avril 1931, à l'abri d'élections municipales qui, en réalité, signifiaient peu de chose, on forgea rien moins que la chute de la monarchie sans que les monarchistes eux-mêmes ne la défendissent - certains d'ailleurs poussèrent à la roue - et la proclamation de la république»* (Mi ciudad y yo, page 12, Barcelone 1963).

Plutôt que d'utiliser uniquement des témoignages de camarades, il nous semble préférable de présenter d'abord les chiffres des abstentions, d'en tirer des lignes générales, puis de les comparer à ces témoignages pour essayer de conclure. (Documentation tirée de la thèse de Jean Bécarud: La II^e République espagnole, 1962. Fondation nationale des Sciences politiques.)

Nous considérons que les abstentions dues à la propagande anarchiste apparaissent à partir de 30% des inscrits qui n'ont pas voté; en-dessous, c'est le chiffre moyen d'abstention considéré normal dans toute élection. Il nous faut tout de suite faire remarquer que nos considérations sont aléatoires, du fait qu'il faut inclure parmi les abstentionnistes anarchistes ceux, nombreux, qui ont refusé de se faire inscrire comme votants et qui sont exclus des chiffres que nous allons citer. Cependant nous aurons une idée générale.

Tout d'abord il faut savoir où était la C.N.T. Selon les délégations ayant participé au congrès de 1919, on voit qu'elle s'étendait à la Catalogne et à l'Andalousie et, en moins grande proportion, au Levant, aux Asturies et à la Galicie. Ailleurs, il y avait des foyers locaux, comme Madrid et Puertollano en Castille, Santander et Pasajes sur la côte cantabrique.

(7) En 1927, des anarchistes russes proposèrent un projet d'organisation du mouvement international, très centraliste et jugé très dangereux par des militants comme Voline, Berneri, Malatesta, etc.

En 1931, les provinces ayant plus de 35% d'abstentions sont:

De 35 à 40%: Oviedo, Barcelone, Séville, Grenade, Almería, Murcie.

De 40 à 45%: Cadix, Malaga et La Corogne.

Plus de 45%: Pontevedra.

Dans toutes ces provinces, la C.N.T. est fortement implantée, donc la démonstration est nette: des consignes d'abstention ont été données et elles ont été suivies.

Il est intéressant de remarquer que, selon le recensement de 1930, les régions les plus peuplées d'Espagne sont: de 750.000 à 1.000.000 d'habitants: La Corogne, Oviedo, Séville; plus de 1.000.000 d'habitants: Barcelone, Madrid, Valence. Ajoutons que les régions les plus industrielles étaient (et sont) Oviedo, Barcelone, Madrid, Valence et le Pays Basque. On remarque donc que toutes les régions les plus peuplées d'Espagne (sauf Madrid et Valence) et les régions industrialisées (sauf Madrid, Valence et le Pays Basque) sont touchées par l'influence de la C.N.T. en 1931. Ceci est une preuve de ce que l'anarchisme espagnol n'est pas confiné dans les régions les plus retardées d'Espagne.

Voyons maintenant les élections de 1933. En 1931, la C.N.T. avait ordonné un soulèvement, puis en 1933 un autre. La consigne fut l'abstention massive pour permettre à la droite de gouverner et pour déclencher la révolution en entraînant les militants de l'U.G.T.: «*Nous ferons les alliances dans la rue*». Telle fut la position de la C.N.T.

En 1933, les provinces ayant plus de 35% d'abstentions sont :

De 35 à 40%: Léon, Almería, Teruel, Lérida, Gérone, Barcelone.

De 40 à 45%: La Corogne, Pontevedra, Saragosse, Tarragone.

Plus de 45%: Huesca, Séville, Cadix, Malaga.

L'affaire est nette: plusieurs provinces se détachent: la Galice, l'Aragon, une partie de la Catalogne (Barcelone), la Basse-Andalousie. De nouvelles régions ont été gagnées: au Léon, en Aragon et dans le reste de la Catalogne. Si on ajoute à ces chiffres les abstentions de 30 à 35%, on retrouve toutes les régions de 1931: Grenade, Murcie, Oviedo, etc.

L'Espagne à tendance franchement anarchiste se dessine nettement en trois blocs:

1- L'Aragon, la Catalogne et la petite province de Logrono.

2- La Galicie et les Asturies.

3- L'Andalousie et le Levant (sauf Valence).

Passons, pour finir, aux élections de 1936, les plus controversées.

La C.N.T. a lancé un mouvement en décembre 1933 et n'a pu entraîner les masses, bien au contraire, l'U.G.T. a refusé de suivre la grève générale appliquée par la C.N.T. (voir «El Sol», 12 décembre 1933, page 10).

En octobre 1934, le parti socialiste a lancé une insurrection générale sans avertir la C.N.T., qui y a pourtant participé aux Asturies. Mais les mouvements de 1931, 1933 et 1934 ont amené l'arrestation d'un grand nombre de militants aguerris (10 à 15.000, le chiffre des emprisonnés étant de 30.000 environ), plusieurs membres importants de la C.N.T., dont Durruti (voir «El Congreso Confédéral de Zaragoza», page 145, sont pour le vote, c'est-à-dire la libération des prisonniers. Cependant une campagne pour l'abstention est menée, mais à Saragosse le vote est préconisé (même source) (8).

Voici le résultat des abstentions en 1936:

De 35 à 40%: La Corogne, Lugo, Zamora, Cadix, Almería, Murcie.

De 40 à 45%: Burgos, Guadalajara, Malaga.

Plus de 45%: Teruel.

(8) Rappelons que ces différences d'attitude s'expliquent naturellement par la structure fédéraliste de la C.N.T.

De nouvelles régions apparaissent: Lugo, Zamora et Guadalajara. Lugo a eu de 30 à 35% d'abstentions en 1933, Zamora également, Burgos de 20 à 30%, de même que Guadalajara. Si pour Lugo et Zamora on peut envisager une poussée de la C.N.T., pour Burgos et Guadalajara nous pensons qu'il s'agit de circonstances étrangères à l'influence de la C.N.T.

On remarque que, sauf pour les quatre régions que nous venons de voir, les six autres ont déjà obtenu de fortes abstentions en 1931 ou en 1933 (et 1933 pour La Corogne, Almería, Cadix, Malaga), donc ce sont surtout l'Aragon et la Catalogne qui ont voté; ailleurs les résultats sont sensiblement identiques.

CONCLUSIONS:

Les élections de 1931, 1933 et 1936 montrent que:

- la C.N.T. est un mouvement de masse solidement implanté;
- elle a étendu son influence de 1931 à 1933 (les chiffres de 1936 ne permettent pas de vérifier si cette avance continuait);
- alors qu'en 1931 et 1933 ils se sont abstenus, les militants de la C.N.T. ont en majorité voté en 1936. Ce vote a-t-il apporté quelque chose de positif?

Les prisonniers ont en partie été libérés, mais aucun des éléments de la crise économique et politique n'a été changé. Le leurre que furent ces élections est évoqué par Felipe Alaiz:

«Pour l'Espagne, rappelons que, lors des élections de février 1936, on propageait la nécessité de voter «pour écraser le fascisme». On vota pour écraser le fascisme et, cinq mois après avoir été écrasé au Parlement, le fascisme surgit dans la rue avec la violence que l'on sait» (Nueva maldición del 1945, page 9 (9)).

Si les anarchistes furent presque partout en Espagne la seule force organisée à réagir immédiatement et par les armes (10), ce n'est pas à leur «électoratisme» très circonstanciel de 1936 qu'ils le doivent, mais, bien au contraire, aux habitudes d'action directe qu'ils avaient depuis si longtemps.

Renof.

(9) A l'époque, un partisan du vote écrivit : *«Si nous avions eu la certitude que les révolutionnaires espagnols eussent été capables de balayer ce pouvoir des droites par l'action directe, la question du vote n'aurait même pas été posée. Mais qui osera nous l'affirmer?»* (P.M. «Voix Libertaire», 25-4-36, reproduit dans «La Revue Anarchiste», avril-juin 1936, page 15).

(10) En cela les témoignages historiques sont quasi unanimes. Citons celui de Marcel Coll: *«En Catalogne... les seuls drapeaux que l'on voyait étaient ceux de la C.N.T. et de la F.A.I.»* (Mi ciudad y yo, page 131).

PROUDHON ET LE PARLEMENTARISME:

Le peuple, dans le vague de sa pensée, se contemple comme une gigantesque et mystérieuse existence et tout dans son langage semble fait pour l'entretenir dans l'opinion de son indivisible unité. Il s'appelle le Peuple, la Nation, c'est-à-dire la Multitude, la Masse; il est le vrai souverain, le Législateur, la Puissance, la Domination, la Patrie, l'Etat.

Il a ses Convocations, ses Scrutins, ses Assises, ses Manifestations, ses Prononcements, ses Plébiscites, sa Législation directe, parfois ses Jugements et ses Exécutions, ses Oracles, sa Voix.

Autant il se sent innombrable, irrésistible, immense, autant il a peur des divisions, des scissions, des minorités.

Son idéal, son rêve le plus délectable, est unité, identité, uniformité, concentration; il maudit comme attentatoire à sa majesté tout ce qui peut partager sa volonté, couper sa masse, créer en lui diversité, pluralité, divergence (...).

Plein de ses mythes et se considérant comme une collectivité essentiellement indivise, comment le peuple saisiserait-il le rapport de plein saut de l'individu à la société?

Comment sous son inspiration les hommes d'Etat qui le représentent donneraient-ils la vraie formule du gouvernement? Là où règne dans sa naïveté le suffrage universel, on peut affirmer d'avance que tout se fera dans le sens de l'indivision. Le Peuple étant la collectivité qui renferme toute autorité et tout droit, le suffrage universel pour être sincère dans son expression, devra autant que possible être lui-même indivis. C'est-à-dire que les élections devront se faire par scrutins de liste: il s'est même trouvé en 1848 des unitaires qui demandaient qu'il n'y ait qu'une seule liste pour les 86 départements.

De ce scrutin indivis surgit donc une assemblée indivise, délibérant et légiférant comme un seul homme. En cas de division du vote, c'est la majorité qui représente, sans diminution aucune, l'unité nationale. De cette majorité sortira à son tour un gouvernement indivis qui, tenant ses pouvoirs de la nation indivisible, est appelé à gouverner et administrer collectivement et indivisément, sans esprit de localité, ni intérêt de clocher. C'est ainsi que le système de centralisation, d'impérialisme, de communisme, d'absolutisme, tous ces mots sont synonymes, découle de l'idéalisme populaire; c'est ainsi que dans le pacte social, conçu à la manière de Rousseau et des Jacobins, le citoyen se démet de sa souveraineté et que la commune, le département et la province ne sont plus que des agences sous la direction immédiate du ministère.

Les conséquences ne tardent plus à se faire sentir: le citoyen et la commune déchus de toute dignité, les envahissements de l'Etat se multiplient, et les charges du contribuable croissent en proportion. Ce n'est plus le gouvernement qui est fait pour le peuple, c'est le peuple qui est fait pour le gouvernement. Le pouvoir envahit tout, s'arroge tout, à perpétuité, toujours, à jamais! Guerre et marine, administration, justice, police, instruction publique, créations et réparations publiques; banques, bourses, crédit, assurances, secours, épargnes, bienfaisance; forêts, rivières, canaux; cultes, finances, douanes, commerce, agriculture, industries, transports. Sur le tout un impôt formidable, qui enlève à la nation le quart de son produit brut. Le citoyen n'a plus qu'à s'occuper que d'accomplir dans son coin sa tâche, recevant son salaire, élevant sa famille et s'en remettant pour le surplus à la providence du gouvernement.

Devant cette disposition des esprits, au milieu des puissances hostiles à la révolution, quelle pouvait être la pensée des fondateurs de 89, amis sincères de la liberté?

N'osant rompre le faisceau de l'Etat, ils devaient surtout se préoccuper de deux choses: 1- de contenir le pouvoir toujours prêt à usurper; 2- de contenir le peuple, toujours prêt à se laisser entraîner par ses tribuns et à remplacer les mœurs de la légalité par celles de l'omnipotence.

Jusqu'à présent, en effet, les auteurs de constitutions, Seyès, Mirabeau, le Sénat de 1814, la Chambre de 1830, l'Assemblée de 1848, ont cru non sans raison, que le pouvoir capital du système politique était

de contenir le pouvoir central, en lui laissant toutefois la plus grande liberté d'action, et la plus grande force. Pour parvenir à ce but, que faisait-on? D'abord on divisait le pouvoir par catégorie de ministères; puis on distribuait l'autorité législative entre la royauté et les chambres, à la majorité desquelles on subordonnait encore le choix que le prince devait faire des ministres. Enfin l'impôt était voté, pour un an, par les chambres, qui saisissaient cette occasion de passer en revue les actes du gouvernement.

Mais, tandis qu'on organisait le parlementage des chambres contre les ministères, qu'on balançait la prérogative royale par l'initiative des représentants, l'autorité de la couronne par la souveraineté de la nation; tandis qu'on opposait des mots à des mots, des fictions à des fictions, on adjugeait au gouvernement sans réserve aucune, sans autre contre-poids qu'une vaine faculté de critique, la prérogative d'une administration immense; on mettait en ses mains toutes les forces du pays; on supprimait, pour plus de sûreté, les libertés locales; on anéantissait avec un zèle frénétique «l'esprit de clocher». On créait, enfin, une puissance formidable, écrasante, à laquelle on se donnait ensuite le plaisir de faire une guerre d'épigrammes. Aussi qu'arrivait-il? L'opposition finissait par avoir raison des personnes: on renversait une dynastie, puis une seconde; on mettait empire sur république, et le despotisme centralisateur, anonyme, ne cessait de grandir, la liberté de décroître.

Tel a été notre progrès depuis la victoire des Jacobins sur la Gironde. Résultat inévitable d'un système artificiel, où l'on mettait d'un côté la souveraineté métaphysique et le droit de critique, de l'autre toutes les réalités du domaine national, toutes les puissances d'action d'un grand peuple.

P.J. PROUDHON

«Le principe fédératif»

*Chapitre X: Idéalisme politique, efficacité de la garantie fédérale.
(extraits).*

ANARCHISTES «ELECTIONNISTES»:

Nous ne voulons pas, nous n'avons jamais voulu, sombrer dans le culte des «grands hommes», de la «vieille barbe», fussent-ils anarchistes... Mais nous pensons que l'excès contraire est aussi ridicule: pourquoi ne laisserions-nous pas la parole aux camarades du passé quand ce qu'ils ont dit résonne encore avec clarté, actualité?

Sur le problème électoral et les «bonnes raisons» - on en découvre toujours - que pourraient donner et se donner d'éventuels camarades «électionnistes», nous trouvons la position d'Errico Malatesta («Pensiero e Volontà», n° 10, 15 mai 1924), plus juste, plus actuelle que jamais. Et nous la faisons nôtre.

N. R.

Etant donné qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir aucune autorité qui donne ou enlève le droit de se dire anarchiste, nous sommes bien forcés, de temps en temps, de noter l'apparition de quelque converti au parlementarisme qui continue, au moins pendant un certain temps, de se déclarer anarchiste.

Nous ne trouvons rien de mal, ni de déshonorant, à changer d'opinion, quand le changement est motivé par de nouvelles et sincères convictions et non par l'intérêt personnel; nous voudrions cependant que l'on dise franchement ce que l'on est devenu et ce que l'on a cessé d'être, pour éviter les discussions inutiles. Mais peut-être cela n'est-il pas possible, parce que celui qui change d'idées ne sait généralement pas, au début, où il va atterrir. Du reste, ce qui nous arrive, arrive, dans une proportion plutôt plus grande, à tous les mouvements politiques et sociaux. Les socialistes, par exemple, ont dû subir les socialistes exploiteurs et des politiciens de toute espèce qui se disaient socialistes; et les républicains sont également contraints aujourd'hui à supporter que certains, vendus au parti dominant, usurpent le nom même de mazziniens.

Heureusement l'équivoque ne peut durer longtemps. Bien vite la logique des idées et le besoin de l'action poussent les prétendus anarchistes à renoncer spontanément à leur nom et à se mettre à la place qui leur revient. Les anarchistes électionnistes, qui se sont montrés en plusieurs occasions, ont tous plus ou moins rapidement abandonné l'anarchisme, tout comme les anarchistes dictatoriaux ou bolchevisants sont devenus rapidement des bolcheviks sérieux, qui se sont mis au service du Gouvernement russe et de ses délégués.

Le phénomène s'est reproduit en France, à l'occasion des élections de ces derniers jours. Le prétexte est l'amnistie. *«Des milliers de victimes gisent dans les prisons et dans les bagnes; un gouvernement de gauche les amnistierait; c'est le devoir de tous les révolutionnaires, de tous les hommes de cœur, de faire ce qu'ils peuvent pour que des urnes sortent les noms des hommes politiques dont on attend qu'ils donnent l'amnistie».* Voilà la tendance qui prédomine dans le raisonnement des convertis.

Que les camarades français soient attentifs.

En Italie, il y eut une agitation en faveur de Cipriani, prisonnier, qui servit de prétexte à Adrea Costa pour entraîner les anarchistes romagnols aux urnes et à commencer ainsi à faire dégénérer le mouvement révolutionnaire créé par la Première Internationale et à finir par réduire le socialisme à un moyen pour amuser les masses et à assurer la tranquillité de la monarchie et de la bourgeoisie.

Mais en vérité les Français n'ont pas besoin d'aller chercher des exemples en Italie, puisqu'ils en ont de très éloquentes dans leur histoire.

En France, comme dans tous les pays latins, le socialisme a débuté, sinon par l'anarchisme, du moins comme antiparlementaire; et la littérature révolutionnaire française de la première décennie après la Commune abonde en pages éloquentes dues, entre autres, à la plume de Guesde et de Brousse, contre le mensonge du suffrage universel et la comédie électorale et parlementaire.

Donc, comme Costa en Italie, les Guesde, les Massard, les Deville, et plus tard Brousse en personne, furent pris par la fringale du pouvoir et peut-être aussi par le désir de concilier le renom de révolutionnaire avec la vie sereine et les petits et grands avantages que s'attire celui qui rentre dans la vie politique officielle, même en tant qu'opposant. Et alors toute une manœuvre a commencé pour changer la direc-

tion du mouvement et faire que les camarades acceptent la tactique électorale. La note sentimentale servit également beaucoup à ce moment: on voulait l'amnistie pour les Communards, il fallait libérer le vieux Blanqui qui se mourait en prison... et avec une centaine de prétextes, une centaine d'expédients pour vaincre la répugnance qu'eux-mêmes, les transfuges, avaient contribué à faire naître chez les travailleurs contre l'électionnisme et qui, en outre, était alimentée par le souvenir encore vif du plébiscite napoléonien et des massacres perpétrés en juin 1848 et en mai 1871 à cause de la volonté des assemblées issues du suffrage universel. On disait qu'il fallait voter pour se compter, mais que l'on voterait pour les inelligibles, pour les condamnés ou pour les femmes ou pour les morts; d'autres proposèrent de voter en blanc ou avec un slogan révolutionnaire; d'autres voulaient que les candidats laissent aux mains des comités électoraux des lettres de démission au cas où ils seraient élus... Et puis, quand le fruit fut mûr, c'est-à-dire quand les gens furent persuadés d'aller voter, on voulut être candidat et député sérieusement: on laissa les condamnés pourrir en prison, on renia l'antiparlementarisme, on jeta la peste sur l'anarchisme; et Guesde, après cent palinodies, finit comme ministre du gouvernement de l'«Union sacrée», Deville devint ambassadeur de la République bourgeoise et Massard, je crois, quelque chose de pire encore.

Nous ne voulons pas mettre en doute, préalablement, la bonne foi des nouveaux convertis, d'autant plus que, parmi eu, il y en a plus d'un avec qui nous avons des liens d'amitié personnels. En général, ces évolutions - ou involutions, si l'on veut - commencent toujours dans la bonne foi, et puis la logique pousse, l'amour-propre s'y mêle, l'ambiance vainc... et l'on devient ce qu'auparavant on répugnait.

Peut-être, dans cette circonstance, n'y aura-t-il rien de ce que nous craignons, parce que les néo-convertis sont fort peu, et bien faible est la probabilité qu'ils trouvent de grandes adhésions dans le camp anarchiste, et ces camarades ou ex-camarades réfléchiront mieux ou reconnaîtront leur erreur. Le nouveau gouvernement qui sera installé en France après le triomphe électoral du bloc de gauche les aidera à se persuader qu'il y a bien peu de différences entre lui et le gouvernement précédent, car il ne fera rien de bon - pas même l'amnistie - si la masse ne l'impose pas par son agitation. Nous chercherons, de notre point de vue, à les aider à trouver la raison par une observation qui, du reste, ne devrait pas être nouvelle pour celui qui a déjà accepté la tactique anarchiste.

Il est inutile de venir nous dire, comme le font ces bons amis, qu'un peu de liberté vaut mieux que la tyrannie brutale sans limite et sans frein, qu'un horaire de travail raisonnable, un salaire qui permette de vivre un peu mieux que les bêtes, la protection des femmes et des enfants, sont préférables à une exploitation du travail humain jusqu'à l'épuisement complet du travailleur, que l'école d'Etat, pour mauvaise qu'elle soit, est toujours meilleure du point de vue du développement moral de l'enfant, que celle dirigée par les prêtres ou les frères... Nous en convenons volontiers; et nous convenons également qu'il y peut y avoir des circonstances dans lesquelles le résultat des élections dans un Etat ou dans une commune peut avoir des conséquences bonnes ou mauvaises et que ce résultat pourrait être déterminé par le vote des anarchistes si les forces des partis en présence étaient presque égales.

Généralement il s'agit là d'une illusion; les élections, quand elles sont passablement libres, n'ont que la valeur d'un symbole: elles indiquent l'état de l'opinion publique, opinion qui ne serait imposée par des moyens plus efficaces et avec des résultats plus grands si l'échappatoire que constituent les élections ne lui avait pas été présentée. Mais cela n'importe pas: même si certains petits progrès étaient la conséquence directe d'une victoire électorale, les anarchistes ne devraient pas aller aux urnes ni cesser de prêcher leur méthode de lutte.

Puisqu'il n'est pas possible de faire tout dans le monde, il faut choisir sa propre ligne de conduite.

Il y a toujours une certaine contradiction entre les petites améliorations, la satisfaction des besoins immédiats, et le combat pour une société vraiment meilleure que celle qui existe.

Celui qui veut se consacrer à faire construire des urinoirs et des fontaines où il en faut, qui veut se dépenser pour obtenir la construction d'une rue ou l'institution d'une école municipale, ou tout autre petite loi de protection du travail, ou la destitution d'un policier brutal, peut-être fait bien de se servir de son bulletin électoral en promettant son vote à tel ou tel personnage puissant. Mais alors - puisque l'on veut être «pratique», il faut l'être jusqu'au bout, alors plutôt que d'attendre le triomphe du parti d'opposition,

mieux vaut voter pour le parti le plus proche, faire la cour au parti dominant, servir le gouvernement existant, se faire l'agent du préfet ou du maire en exercice. Et, en fait, le néo-converti dont nous parlons ne se proposait pas de voter pour le parti le plus avancé, mais pour celui qui avait la plus grande probabilité d'être élu: le bloc de gauche.

Mais alors, où va-t-on en arriver?

Les anarchistes ont certainement commis mille erreurs, ont dit une centaine d'absurdités, mais ils sont toujours restés purs et ils demeurent le parti révolutionnaire par excellence, le parti de l'avenir, parce qu'ils ont su résister à la sirène électorale.

Il serait vraiment impardonnable de se faire attirer dans le tourbillon au moment où s'approche rapidement notre heure.

Errico MALATESTA.

LE SYSTEME PARLEMENTAIRE EST IL MEILLEUR EN SUISSE ?

La société moderne est tellement convaincue de cette vérité: que tout pouvoir politique, quelles que soient son origine et sa forme, tend nécessairement au despotisme, que, dans tous les pays où elle a pu s'émanciper quelque peu, elle s'est empressée de soumettre les gouvernants, lors même qu'ils sont issus de la Révolution et de l'élection populaire, à un contrôle aussi sévère que possible. Elle a mis tout le salut de la liberté dans l'organisation réelle et sérieuse du contrôle exercé par l'opinion et la volonté populaires sur tous les hommes investis de la force publique. Dans tous les pays jouissant du gouvernement représentatif, et la Suisse en est un, la liberté ne peut donc être réelle que lorsque ce contrôle est réel. Par contre, si le contrôle est fictif, la liberté populaire devient nécessairement aussi une pure fiction.

Il serait facile de démontrer que nulle part en Europe le contrôle populaire n'est réel. Nous nous bornerons pour cette fois à en examiner l'application en Suisse. D'abord parce qu'elle nous tient de plus près, et ensuite, parce qu'étant aujourd'hui, seule en Europe, une République démocratique (11), elle a réalisé en quelque sorte l'idéal de la souveraineté populaire, de sorte que ce qui est vrai pour elle doit l'être à bien plus forte raison pour tous les autres pays.

Les cantons les plus avancés de la Suisse ont cherché vers l'époque de 1830, la garantie de la liberté dans le suffrage universel. C'était un mouvement tout à fait légitime. Tant que nos conseils législatifs étaient nommés par une classe de citoyens privilégiés, tant qu'il existait des différences sous le rapport de droit électoral, entre les villes et les campagnes, entre les patriciens et le peuple, le pouvoir exécutif choisi par ces conseils, aussi bien que les lois élaborées dans leur sein, ne pouvaient avoir d'autre objet que d'assurer et de réglementer la domination d'une aristocratie sur la nation. Il fallait donc, dans l'intérêt de la liberté populaire, renverser ce régime, et le remplacer par la souveraineté du peuple.

Une fois le suffrage universel établi, on crut avoir assuré la liberté des populations. Eh bien, ce fut une grande illusion, et on peut dire que la conscience de cette illusion a amené dans plusieurs cantons la chute, et dans tous, la démoralisation aujourd'hui si flagrante du parti radical. Les radicaux n'ont pas voulu tromper le peuple, comme l'assure notre presse si-disant libérale, mais ils se sont trompés eux-mêmes. Ils étaient réellement convaincus lorsqu'ils promirent au peuple, par le moyen du suffrage universel, la liberté, et, pleins de cette conviction ils eurent la puissance de soulever les masses et de renverser les gouvernements aristocratiques établis. Aujourd'hui, instruits par l'expérience et par la pratique du pouvoir, ils ont perdu cette foi en eux-mêmes et dans leur propre principe, et c'est pour cela qu'ils sont abattus et si profondément corrompus.

Et en effet, la chose paraissait si naturelle et si simple: une fois que le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif émaneraient directement de l'élection populaire, ne devraient-ils pas devenir l'expression pure de la volonté du peuple, et cette volonté pourrait-elle produire autre chose que la liberté et la prospérité populaires?

Tout le mensonge du système représentatif repose sur cette fiction, qu'un pouvoir et une chambre législative sortis de l'élection populaire doivent absolument ou même peuvent représenter la volonté réelle du peuple. Le peuple, en Suisse comme partout, veut instinctivement, veut nécessairement deux choses: la plus grande prospérité possible, avec la plus grande liberté d'existence, de mouvement et d'action pour lui-même; c'est-à-dire la meilleure organisation de ses intérêts économiques et l'absence complète de tout pouvoir, de toute organisation politique, aboutit fatalement à la négation de sa liberté. Tel est le fond de tous les instincts populaires.

Les instincts de ceux qui gouvernent, aussi bien de ceux qui font les lois que de ceux qui exercent le pouvoir exécutif, sont, à cause même de leur position exceptionnelle, diamétralement opposés. Quels

(11) Texte publié en 1870 - NDLR.

que soient leurs sentiments et leurs intentions démocratiques, de la hauteur où ils se trouvent placés ils ne peuvent considérer la société autrement que comme un tuteur considère son pupille. Mais, entre le tuteur et le pupille l'égalité ne peut exister.

D'un côté, il y a le sentiment de la supériorité, inspiré nécessairement par une position supérieure; de l'autre, celui d'une infériorité qui résulte de la supériorité du tuteur, exerçant soit le pouvoir exécutif, soit le pouvoir législatif. Qui dit pouvoir politique, dit domination; mais là où la domination existe, il doit y avoir nécessairement une partie plus ou moins grande de la société qui est dominée, et ceux qui sont dominés détestent naturellement ceux qui les dominent, tandis que ceux qui dominent doivent nécessairement réprimer, et par conséquent opprimer, ceux qui sont soumis à leur domination. Telle est l'histoire du pouvoir politique, depuis que ce pouvoir a été établi dans le monde. C'est ce qui explique aussi pourquoi et comment des hommes qui ont été les démocrates les plus rouges, les révoltés les plus furibonds lorsqu'ils se sont trouvés dans la masse des gouvernés, deviennent des conservateurs excessivement modérés dès qu'ils sont montés au pouvoir. On attribue ordinairement des palinodies à la trahison. C'est une erreur; elles ont pour cause principale le changement de perspective et de position; et n'oublions jamais que les positions et les nécessités qu'elles imposent sont toujours plus puissantes que la haine ou la mauvaise volonté des individus.

Pénétré de cette vérité, je ne craindrai pas d'exprimer cette conviction, que si demain on établissait un gouvernement et un conseil législatif, un parlement, exclusivement composé d'ouvriers, ces ouvriers qui sont aujourd'hui de fermes démocrates socialistes, deviendraient demain des aristocrates déterminés, des adorateurs hardis ou timides du principe d'autorité, des oppresseurs et des exploiters. Ma conclusion est celle-ci: il faut abolir complètement, dans le principe et dans les faits, tout ce qui s'appelle pouvoir politique; parce que tant que le pouvoir politique existera, il y aura des dominateurs et des dominés, des maîtres et des esclaves, des exploiters et des exploités. Le pouvoir politique une fois aboli, il faut le remplacer par l'organisation des forces productives et des services économiques.

Revenons à la Suisse. Chez nous, comme partout ailleurs, la classe des gouvernants est toute différente et complètement séparée de la masse des gouvernés. En Suisse, comme partout, quelque égalitaires que soient nos institutions politiques, c'est la bourgeoisie qui gouverne, et c'est le peuple des travailleurs, y compris les paysans, qui obéit à ses lois. Le peuple n'a ni le loisir ni l'instruction nécessaire pour s'occuper de gouvernement. La bourgeoisie possédant l'un et l'autre, en a non le droit mais, de fait, le privilège exclusif. Donc l'égalité politique n'est, en Suisse, comme partout, qu'une fiction puérile, mensonge.

Mais étant séparée du peuple par toutes les conditions de son existence économique et sociale, comment la bourgeoisie peut-elle réaliser, dans le gouvernement et dans nos lois, les sentiments, les idées, la volonté du peuple? C'est impossible, et l'expérience quotidienne nous prouve, en effet, que, dans la législation aussi bien que dans le gouvernement, la bourgeoisie se laisse principalement diriger par ses propres intérêts et par ses propres instincts, sans se soucier beaucoup de ceux du peuple. Il est vrai que tous nos législateurs, aussi bien que tous les membres de nos gouvernements cantonaux, sont élus, soit directement, soit indirectement par le peuple. Il est vrai qu'au jour des élections, les bourgeois les plus fiers, pour peu qu'ils soient ambitieux, sont forcés de faire leur cour à Sa Majesté le peuple souverain. Ils viennent à lui chapeau bas et semblent avoir d'autre volonté que la sienne. Mais ce n'est qu'un mauvais quart d'heure à passer. Une fois les élections terminées, chacun revient à ses occupations quotidiennes: le peuple à son travail et la bourgeoisie à ses affaires et à ses intrigues politiques. Ils ne se rencontrent, ils ne se connaissent presque plus. Comment le peuple, écrasé par son travail et ignorant de la plupart des questions qui s'agissent, contrôlera-t-il les actes politiques de ses élus? Et n'est-il pas évident que le contrôle exercé par les électeurs sur leurs représentants n'est qu'une pure fiction? Mais comme le contrôle populaire dans le système représentatif est l'unique garantie de la liberté populaire, il est évident que cette liberté aussi n'est rien qu'une fiction.

Pour obvier à cet inconvénient, les démocrates radicaux du canton de Zurich ont fait triompher un nouveau système politique, celui du «référendum», ou de la législation directe par le peuple. Mais le référendum lui-même n'est qu'un moyen palliatif, une nouvelle illusion, un mensonge. Pour voter avec pleine connaissance de cause et avec une entière liberté les lois qu'on lui propose ou qu'on le pousse à proposer lui-même, il faudrait que le peuple eût le temps et l'instruction nécessaire pour les étudier, les

mûrir, les discuter; il devrait se transformer en un immense parlement en plein champs. Ce n'est que rarement possible et seulement dans les grandes occasions, alors que la loi proposée excite l'attention et touche aux intérêts de tout le monde. Ces cas sont excessivement rares. La plupart du temps, les lois proposées ont un caractère tellement spécial qu'il faut avoir l'habitude des abstractions politiques et juridiques pour en saisir la véritable portée. Elles échappent naturellement à l'attention et à la compréhension du peuple, qui les vote en aveugle, sur la foi de ses orateurs favoris. Prise séparément, chacune de ces lois paraît trop insignifiante pour intéresser beaucoup le peuple, mais ensemble elles forment un réseau qui l'enchaîne. Et c'est ainsi qu'avec et malgré le référendum, il reste, sous le nom de peuple souverain, l'instrument et le serviteur très humble de la bourgeoisie.

On le voit bien, dans le système représentatif, même corrigé par le référendum, le contrôle populaire n'existe pas; et, comme il ne peut y avoir de liberté sérieuse pour le peuple sans ce contrôle, nous en concluons que notre liberté populaire, notre gouvernement par nous-mêmes, est un mensonge.

Ce qui se passe chaque jour dans les cantons de la Suisse nous confirme dans cette triste conviction. Quel est le canton où le peuple exerce une action réelle et directe sur les lois fabriquées dans son Grand Conseil et sur les mesures ordonnées dans son Petit Conseil? où ce souverain fictif ne soit traité par ses propres élus comme un mineur éternel, et où il ne soit forcé d'obéir à des commandements partis d'en haut, et dont pour la plupart du temps il ne sait ni la raison, ni l'objet?

La plupart des affaires et des lois, et beaucoup d'affaires et de lois importantes, qui ont un rapport direct avec le bien-être, avec les intérêts matériels des communes, se font par-dessus la tête du peuple, sans que le peuple s'en aperçoive, soucie et s'en mêle. On le compromet, on le lie, on le ruine quelquefois, sans qu'il en ait la conscience. Il n'a ni l'habitude, ni le temps nécessaire pour étudier tout cela et il laisse faire ses élus, qui naturellement servent les intérêts de leur classe, de leur monde à eux, non les siens, et dont le plus grand art consiste à lui présenter leurs mesures et leurs lois sous l'aspect le plus anodin et le plus populaire. Le système de la représentation démocratique est celui de l'hypocrisie et du mensonge perpétuels. Il a besoin de la sottise du peuple, et il fonde tous ses triomphes sur elle.

Toutes indifférentes et toutes patientes que se montrent les populations de nos cantons, elles ont pourtant certaines idées, certains instincts de liberté, d'indépendance et de justice auxquels il n'est pas bon de toucher, et qu'un gouvernement habile se gardera bien de froisser. Lorsque le sentiment populaire se sent attaqué sur ces points qui constituent pour ainsi dire le «sanctum sanctorum» et toute la conscience politique de la nation suisse, alors il se réveille de son habituelle torpeur et il se révolte, et, lorsqu'il se révolte, il balaie tout: constitution et gouvernement, Petit et Grand Conseils. Tout le mouvement progressif de la Suisse, jusqu'en 1848, a procédé par une série de révolutions cantonales. Ces révolutions, la possibilité toujours présente de ces soulèvements populaires, la crainte salutaire qu'ils inspirent, telle est encore aujourd'hui l'unique forme de contrôle qui existe réellement en Suisse, l'unique borne qui arrête le débordement des passions ambitieuses et intéressées de nos gouvernants...

Michel BAKOUNINE

*(Les Ours de Berne et l'Ours de Saint-Pétersbourg)
1870 - Neuchâtel - Imprimerie G. Guillaume et fils*

PARLEMENTARISME ET MARXISME:

Les rapports entre le marxisme et le parlementarisme ont l'air très compliqués et contradictoires. Sur ce point, comme d'ailleurs sur beaucoup d'autres, leur position varie d'une extrémité à l'autre, depuis l'identification et l'application jusqu'au refus complet. Et, ce qui est encore plus significatif, les marxistes trouvent toujours les explications et les bases «scientifiques» et «historiques» de n'importe laquelle de ces positions. Ou si ces explications sont difficiles à trouver, les questions théoriques, c'est-à-dire immuables, deviennent un problème tactique qu'on peut changer autant de fois qu'on le veut. Ainsi, nous assistons, depuis le XXème Congrès du P.C. soviétique, à l'apparition d'une nouvelle tactique portant sur les mérites et les avantages du parlementarisme, voie vers le socialisme:

« ... Une solide majorité parlementaire sur la base d'un front ouvrier et populaire et la collaboration politique entre différents partis et organisations sociales peut faire du parlement, instrument au service de la classe bourgeoise un instrument du peuple travailleur... »

(Dernière déclaration des chefs des P.C. réunis à Moscou en novembre 1957).

Essayons de mettre un peu de clarté dans ces contradictions.

Nous ne chercherons pas l'explication et la signification de ce dernier «nouveau retour» dans la tactique du Kremlin car nous en ignorons les vrais motifs et risquons d'entrer dans le domaine des hypothèses. Mais nous essaierons plutôt de remonter à la base de cette question qui existe depuis à peu près un siècle, au lieu de nous arrêter à ses conséquences. Dès la deuxième moitié du XIXème siècle, commencement de la vie organisée du mouvement socialiste, ce fut un des problèmes théoriques fondamentaux débattus dans la presse et discutés dans les congrès. Il fut, entre autres, un des signes de différenciation entre les types de mouvements socialistes. Il joua aussi un rôle pratique, car l'acceptation ou le refus du parlementarisme modifiait profondément l'activité de telle ou telle organisation socialiste, avec tout ce qui s'en suit. A vrai dire, la discussion ne dura pas longtemps, dès le début l'intransigence et l'esprit autoritaire de Marx et Engels déplacèrent la discussion sur le plan personnel, la tranchèrent par des exclusions et des interdictions, puis par la chasse aux hérétiques en même temps que l'édification d'une vérité unique, d'une discipline, d'un parti et d'un chef uniques. Ils furent aidés par la conduite des militants trouvés une fois en minorité et dégoûtés de pareilles méthodes, qui se sont enfermés dans leur propre organisation leur laissant le champ libre tout en étant convaincus de la valeur de leurs principes...

Il y a de nouveau dans l'air depuis un certain temps un esprit de discussion, de recherche, de redressement, de redécouverte des solutions de la question sociale, que beaucoup avaient cru résolue une fois pour toutes. Nous espérons avoir bientôt l'occasion de revenir sur cette nouvelle attitude. Pour nous limiter ici au sujet de notre travail, nous pensons utile de republier quelques pages d'un ouvrage paru il y a plus d'un demi-siècle où la question théorique et pratique du parlementarisme a été concrètement discutée.

Avant de donner la parole à F. Domela Nieuwenhuis, il faut placer son livre *«Le socialisme en danger»* (éd. Stock, 1897) dans son contexte historique.

D'abord quelques mots sur Nieuwenhuis: il était membre du parti social-démocrate, marxiste. Mais il a quitté le parti après y avoir constitué une opposition interne de gauche. Cette évolution n'était pas isolée chez lui ni chez les sociaux-démocrates hollandais; à la même époque, Fernand Pelloutier en France, Wilhelm Wern et d'autres en Allemagne ont parcouru le même chemin. Au commencement, Nieuwenhuis déclarait sa fidélité à Marx et en se basant sur certains de ses écrits qui coïncidaient avec sa position, a essayé de se défendre; mais il s'est vite aperçu que malgré les contradictions apparentes chez Marx, le fond en était profondément unique et inacceptable pour lui. D'un autre côté, Engels, encore en vie à cette époque et déjà considéré comme continuateur de l'œuvre de Marx, non seulement s'est rangé aux côtés des chefs officiels des social-démocraties européennes, mais a stigmatisé toute opposition. Nieuwenhuis et les autres sont ainsi arrivés à un rapprochement avec l'anarchisme sur une base théorique et pratique.

Un autre point intéressant: la discussion et la séparation de Domela Nieuwenhuis portaient principalement sur la participation ou non-participation parlementaire, avec ses conséquences: réformisme ou révolution, lutte politique ou économique, acceptation ou refus de l'Etat soit tel qu'il est, soit sous forme d'un Etat populaire ou même socialiste.

Un dernier point: les positions que Domela Nieuwenhuis combattait n'étaient pas seulement celles du parti social-démocrate allemand, mais les positions officielles du marxisme, bénies par Engels lui-même; elles étaient donc par conséquent celles de tous les P.S.-D., y compris de Russie. Il ne faut pas oublier que le 1er groupe marxiste russe est celui de Plekhanov à Genève (1883) et le 1er Congrès de R.S.-D.R.P. (parti social-démocrate ouvrier russe) a eu lieu à Minsk en 1898. Plus tard, Lénine a essayé et a réussi à donner un autre aspect à ce parti, et même à en changer le nom, mais le léninisme lui-même est solidement basé sur Marx et Engels. C'est-à-dire que les critiques que D. Nieuwenhuis adresse aux chefs social-démocrates de son époque sont valables pour les époques suivantes, y compris les social-démocrates actuels; elles sont valables à un moindre degré pour les autres courants du marxisme.

L'époque traitée dans *«Le socialisme en danger»* inclut plus particulièrement la période comprise entre le Congrès du P.S.-D. allemand de Gotha (1876) et celui de Halle (1890) et Erfurt (1891). Pendant cette période, il mentionne aussi les Congrès Internationaux de la Social-Démocratie de Paris (1889), de Bruxelles et Zurich (1893). Dans toutes ces réunions le parlementarisme figurait à l'ordre du jour. Son étude commence plus précisément par les discussions et les différents points de vue exprimés au Congrès d'Erfurt (1891). Liebknecht et Bebel étaient à l'époque les chefs du parti social-démocrate allemand.

(...) Le socialisme international traverse, en ce moment, une crise profonde. Dans tous les pays se révèle la même divergence de conception; dans tous les pays deux courants se manifestent : on pourrait les intituler parlementaire et anti-parlementaire, ou parlementaire et révolutionnaire, ou encore autoritaire et libertaire (...).

(...) Ce fut le Comité Central Révolutionnaire de Paris qui présenta au Congrès de Zurich en 1893 la résolution suivante:

«Le Congrès décide: l'action incessante pour la conquête du pouvoir politique par le parti socialiste et la classe ouvrière est le premier des devoirs, car c'est seulement lorsqu'elle sera maîtresse du pouvoir politique que la classe ouvrière, anéantissant privilèges et classes, expropriant la classe gouvernante et possédante, pourra s'emparer entièrement de ce pouvoir et fonder le régime d'égalité et de solidarité de la République sociale».

On doit reconnaître que ce n'était pas habile. En effet, il est naïf de croire que l'on puisse se servir du pouvoir politique pour anéantir classes et privilèges, pour exproprier la classe possédante. Donc nous devons travailler jusqu'à ce que nous ayons obtenu la majorité au Parlement et alors, calmes et sereins, nous procéderons, par décret du Parlement, à l'expropriation de la classe possédante. *O sancta simplicitas!* Comme si la classe possédante, disposant de tous les moyens de force, le permettrait jamais.

Une proposition de même tendance, mais formulée plus adroitement, fut soumise à la discussion par le parti social-démocrate allemand. On y disait que:

«La lutte contre la domination de classes et l'exploitation doit être politique et avoir pour but la conquête de la puissance politique ».

Le but est donc la possession du pouvoir politique, ce qui est en parfaite concordance avec les paroles de Bebel à la réunion du parti à Erfurt:

«En premier lieu nous avons à conquérir et utiliser le pouvoir politique, afin d'arriver «également» au pouvoir économique par l'expropriation de la société bourgeoise. Une fois le pouvoir politique dans nos mains, le reste suivra de soi »...

Oui, on alla même si loin qu'il fut déclaré:

«...C'est ainsi que seul celui qui prendra une part active à cette lutte politique de classe et se servira de tous les moyens politiques de combat qui sont à la disposition de la classe ouvrière, sera reconnu un membre actif de la démocratie socialiste internationale révolutionnaire».

(...) Lors de la réunion du parti à Erfurt, Bebel répéta ce qu'il avait écrit précédemment:

«On doit en finir enfin avec cette continuelle norglerei (chicane) et ces brandons de discorde qui font croire au-dehors que le parti est divisé; je ferai en sorte dans le cours de nos réunions que toute équivoque disparaisse entre le parti et l'opposition et que, si l'opposition ne se rallie pas à l'attitude et à la tactique du parti, elle ait l'occasion de fonder un parti séparé».

N'est-ce pas comme l'empereur Guillaume, parlant des *Norgler* (chicaneurs) et disant: si cela ne leur plaît pas, ils n'ont qu'à quitter l'Allemagne! Moi, Guillaume, je ne souffre pas de *Norglerei*, dit l'empereur. Moi, Bebel, je ne souffre pas de *Norglerei* dans le parti, dit le dictateur socialiste. Touchante analogie! (...)

(...) Proposition votée par le Congrès:

«Considérant que l'action politique n'est qu'un moyen pour arriver à l'affranchissement économique du prolétariat: le Congrès déclare, en se basant sur les résolutions du Congrès de Bruxelles concernant la lutte de classes:

1- que l'organisation nationale et internationale des ouvriers de tous les pays en associations de métiers et autres organisations pour combattre l'exploitation, est une nécessité absolue;

2- que l'action politique est nécessaire, aussi bien dans un but d'agitation et de discussion ressortant des principes du socialisme que dans le but d'obtenir des réformes urgentes. A cette fin, il ordonne aux ouvriers de tous les pays de lutter pour la conquête et l'exercice des droits politiques qui se présentent comme nécessaires pour faire valoir avec le plus d'accent et de force possibles les prétentions des ouvriers dans les corps législatifs et gouvernants; de s'emparer des moyens de pouvoir politique, moyens de domination du capital, et de les changer en moyens utiles à la délivrance du prolétariat» (...)

(...) Que restait-il du Liebknecht révolutionnaire qui disait si justement que *«le socialisme n'est plus une question de théorie mais une question brûlante qui doit être résolue, non au Parlement, mais dans la rue, sur le champ de bataille, comme toute autre question brûlante»?*

(...) Après avoir dit que *«avec le suffrage universel, voter ou ne pas voter n'est qu'une question d'utilité, non de principe»*, il conclut:

«Nos discours ne peuvent avoir aucune influence directe sur la législation; nous ne convertirons pas le Parlement par des paroles; par nos discours nous ne pouvons jeter dans la masse des vérités qu'il ne soit pas possible de mieux divulguer d'une autre manière.

Quelle utilité pratique offrent alors les discours au Parlement? Aucune. Et parler sans but constitue la satisfaction des imbéciles. Pas un seul avantage. Et voici, de l'autre côté, les désavantages: sacrifice des principes; abaissement de la lutte politique sérieuse à une escarmouche parlementaire; faire croire au peuple que le Parlement bismarckien est appelé à résoudre la question sociale.

Et pour des raisons pratiques nous devrions nous occuper du Parlement?

Seule la trahison ou l'aveuglement pourrait nous y contraindre».

On ne saurait s'exprimer plus énergiquement ni d'une façon plus juste. Quelle singulière inconséquence! D'après ses prémisses et après avoir fait un bilan qui se clôturait au désavantage de la participation aux travaux parlementaires, il aurait dû conclure inévitablement à la non-participation; pourtant il dit:

«Pour éviter que le mouvement socialiste ne soutienne le césarisme, il faut que le socialisme entre dans la lutte politique».

Comprenez qui pourra comment un homme si logique peut s'abîmer ainsi dans les contradictions.

(...) Le triomphe de la social-démocratie sera alors la défaite du socialisme, comme la victoire de l'église chrétienne constitua la chute du principe chrétien. Déjà les congrès internationaux ressemblent à des conciles économiques, où le parti triomphant expulse ceux qui pensent autrement.

Déjà, la censure est appliquée à tout écrit socialiste: après seulement que Bernstein, à Londres, l'a examiné et qu'Engels y a apposé le sceau de «doctrine pure», l'écrit est accepté et l'on s'occupe de le vulgariser parmi les coréligionnaires (..).

(...) Maintenant il existe encore deux points de vue chez les parlementaires, notamment: il y en a qui veulent la conquête du pouvoir politique pour s'emparer par là du pouvoir économique; cela constitue la tactique de la social-démocratie allemande actuelle, d'après les déclarations formelles de Bebel, Liebknecht et leurs acolytes. D'un autre côté se trouvent ceux qui veulent bien participer à l'action politique et parlementaire, mais seulement dans un but d'agitation. C'est toujours de la demi-besogne. Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée. On commence par proposer des candidats de protestation; le mouvement augmente, ils deviennent des candidats sérieux. Une attitude négative, mais, leur nombre augmentant, ils sont bien forcés de présenter des projets de loi, et s'ils veulent les faire accepter, ce ne sera qu'en proposant des compromis, comme Singer l'a fait remarquer. C'est le premier pas qui coûte et une fois sur la pente on est forcé de descendre. Le programme pratique voté à Erfurt n'est-il pas à peu près littéralement celui des radicaux français? Les ordres du jour des derniers congrès internationaux portaient-ils un seul point qui fut spécifiquement socialiste? Le véritable principe devient de plus en plus une enseigne pour un avenir éloigné, et en attendant on travaille aux revendications pratiques, ce que l'on peut faire parfaitement avec les radicaux.

On se représente la chose un peu naïvement. Voici la base du raisonnement des parlementaires: il faut tâcher d'obtenir parmi les électeurs une majorité; ceux-ci enverront des socialistes au Parlement et si nous parvenons à y avoir la majorité plus un, tout est dit. Il n'y a plus qu'à faire des lois, à notre guise, dans l'intérêt général (...).

(...) Il y a connexion entre liberté économique et liberté politique de sorte qu'à chaque nouvelle phase économique de la vie correspond une nouvelle phase politique. Kropotkine l'a très bien démontré. La monarchie absolue dans la politique s'accorde avec le système de l'esclavage personnel et du servage dans l'économie. Le système représentatif en politique correspond au système mercenaire. Toutefois, ils constituent deux formes différentes d'un même principe. Un nouveau mode de production ne peut jamais s'accorder avec un ancien mode de consommation, et ne peut non plus s'accorder des formes surannées de l'organisation politique. Dans la société où la différence entre capitaliste et ouvrier disparaît, il n'y a pas de nécessité d'un gouvernement: ce serait un anachronisme, un obstacle. Des ouvriers libres demandent une organisation libre, et celle-ci est incompatible avec la suprématie d'individus dans l'Etat. Le système non capitaliste comprend en soi le système non gouvernemental.

Les chemins suivis par les deux socialismes n'aboutissent pas au même point; non, ce sont des chemins parallèles qui ne se joindront jamais. Le socialisme parlementaire doit aboutir au socialisme de l'Etat. Les socialistes parlementaires ne s'en aperçoivent pas encore (...).

(...) Les socialistes d'Etat ou socialistes parlementaires ne veulent pas l'abolition de l'Etat mais la centralisation de la production aux mains du gouvernement, c'est-à-dire: l'Etat ordonnateur général (*alregelaar*) dans l'industrie. Ne cite-t-on pas Glasgow et son organisation communale comme exemple de socialisme pratique? Emile Vandervelde, dans sa brochure «*Le Collectivisme?*», signale le même cas. Eh bien, si c'est là le modèle, les espérances de ce socialisme pratique ne sont pas grandes...

(...) Une fois un Etat social-démocratique constitué, il ne sera pas facile de l'abolir et il est bien possible qu'il soit moins difficile de l'empêcher de se développer à sa naissance que de l'anéantir lorsqu'il sera constitué. On ne peut supposer que le peuple, après avoir épuisé ses forces dans la lutte homérique contre la bourgeoisie, sera immédiatement prêt à lutter contre l'Etat bureaucratique des social-démocrates. Si nous arrivons jamais à cet Etat-là nous serons pendant longtemps accablés par ses bénédictions. De la révolution chrétienne au commencement de notre ère - qui était d'abord également à tendance communiste - nous sommes tombés aux mains du despotisme clérical et féodal et nous le subissons actuellement à peu près depuis 20 siècles.

Si cela peut être évité, employons-y nos efforts. Liebknecht croyait à Berlin que le socialisme d'Etat et la social-démocratie n'avaient plus que la dernière bataille à livrer: plus le capitalisme marche à sa ruine, s'émiette et se dissout, plus la société bourgeoise s'aperçoit que finalement elle ne peut se défendre

contre les attaques des idées socialistes, et d'autant plus nous approchons de l'instant où le socialisme d'Etat sera proclamé sérieusement; et la dernière bataille que la social-démocratie aura à livrer se fera sous la devise: «*Ici, la social-démocratie, là, le socialisme d'Etat*». La première partie est vraie, la seconde pas. Il est évident qu'alors les social-démocrates auront été tellement absorbés par les socialistes d'Etat, qu'ils feront cause commune. N'oublions pas que, d'après toute apparence, la révolution ne se fera pas par les social-démocrates, qui pour la plupart se sont dépouillés, excepté en paroles, de leur caractère révolutionnaire; mais par la masse qui, devenue impatiente, commencera la révolution à l'encontre de la volonté des meneurs. Et quand cette masse aura risqué sa vie, la révolution aboutissant, les social-démocrates surgiront tout à coup pour s'approprier sans coup férir les honneurs de la révolution et tâcher de s'en emparer.

Actuellement les socialistes révolutionnaires ne sont pas tout à fait impuissants; ils peuvent aboutir aussi bien à une dictature qu'à la liberté. Ils doivent donc tâcher qu'après la lutte la masse ne soit renvoyée avec des remerciements pour services rendus, qu'elle ne soit pas désarmée; car celui qui possède la force prime le droit. Ils doivent empêcher que d'autres apparaissent et s'organisent comme comité central ou comme gouvernement, sous quelque forme que ce soit, et ne pas se montrer eux-mêmes comme tels. Le peuple doit s'occuper lui-même de ses affaires et défendre ses intérêts, s'il ne veut de nouveau être dupé. Le peuple doit éviter que des déclarations ronflantes des Droits de l'Homme se fassent sur le papier, que la socialisation des moyens de production soit décrétée et que ne surgissent en réalité au pouvoir de nouveaux gouvernants, élus sous l'influence néfaste des tripotages électoraux, qui ne sont pas exclus sous le régime du suffrage universel, et sous l'apparence d'une fausse démocratie. Nous en avons assez des réformes sur le papier: il est temps que l'ère des véritables réformes arrive. Et cela ne se fera que lorsque le peuple possédera réellement le pouvoir. Qu'on ne joue pas, non plus, sur les mots «évolution» et «révolution» comme si c'étaient des anti-thèses. Tous deux ont la même signification; leur unique différence consiste dans la date de leur apparition (...).

(...) En effet, la révolution n'est autre chose que la phase finale inévitable de toute évolution, mais il n'y a pas d'antithèse entre ces deux termes, comme on le proclame souvent. Que l'on ne l'oublie pas, pour éviter toute confusion. Une révolution est une transition vive; facilement perceptible, d'un état à un autre; une évolution, une transition beaucoup plus lente et partout moins perceptible (...).

(...) Résumons-nous et arrivons à établir cette conclusion que le socialisme est en danger par suite de la tendance de la grande majorité. Et ce danger est l'influence du capitalisme sur le parti social-démocrate. En effet, le caractère moins révolutionnaire du parti dans plusieurs pays provient de la circonstance qu'un nombre beaucoup plus grand d'adhérents du parti ont quelque chose à perdre si un changement violent de la société venait à se produire. Voilà pourquoi la social-démocratie se montre de plus en plus modérée, sage, pratique, diplomatique (d'après elle plus rusée), jusqu'à ce qu'elle s'anémie à force de ruse et devienne tellement pâle qu'elle ne se reconnaîtra plus. La social-démocratie obtiendra encore beaucoup de voix, quoique l'augmentation ne se fasse pas aussi vite que le rêvent Engels et Bebel - comparez à ce sujet les dernières et avant-dernières élections en Allemagne - il y aura plus de députés, de conseillers communaux et autres dignitaires socialistes; plus de journaux, de librairies et d'imprimeries; dans les pays comme la Belgique et le Danemark il y aura plus de boulangeries, pharmacies, etc..., coopératives; l'Allemagne comptera plus de marchands de cigares, de patrons de brasserie, etc.; en un mot, un grand nombre de personnes seront économiquement dépendantes du futur «développement paisible et calme» du mouvement, c'est-à-dire qu'il ne se produira aucune secousse révolutionnaire qui ne soit un danger pour eux. Et justement ils sont les meneurs du parti et, par suite de la discipline, presque tout-puissants. Ici également ce sont les conditions économiques qui dirigent leur politique (...).

(...) L'idée révolutionnaire est supprimée par la confiance dans le parlementarisme. On demande l'aumône à la classe dominante, mais celle-ci agit d'après les besoins de ses propres intérêts. Lorsqu'elle prend en considération les revendications socialistes, elle ne le fait pas pour les social-démocrates, mais pour elle-même. L'on aboutit ainsi au marécage possibilité petit-bourgeois et involontairement la lutte des classes est mise à l'arrière-plan.

Cela sonne bien lorsqu'on veut nous faire croire que la classe travailleuse doit s'emparer du pouvoir politique pour arriver à son affranchissement économique, mais, pratiquement, est-ce bien possible?

(...) Comment l'ouvrier, dépendant sous le rapport économique, pourra-t-il jamais s'emparer du pouvoir politique? Nous verrions plutôt le baron de Munchausen passer au-dessus d'une rivière en tenant en main la queue de sa perruque que la classe ouvrière devenir maîtresse de la politique aussi longtemps qu'économiquement elle est complètement dépendante (...).

(...) Pour nous la vérité est dans la parole suivante: Aujourd'hui le vol est Dieu, le parlementarisme est son prophète et l'Etat son bourreau; c'est pourquoi nous restons dans les rangs des socialistes libertaires, qui ne chassent pas le diable par Belzébut, le chef des diables, mais qui vont au but, sans compromis et sans faire des offrandes sur l'autel de notre société capitaliste corrompue (...).

(...) Autant que qui que ce soit, je respecte Marx. Son esprit génial a fait de lui un Darwin sur le terrain économique. Qui donc ne rendrait volontiers hommage à un homme, qui, par sa méthode scientifique, a forcé la science officielle à l'honorer? Son adversaire, Bakounine lui-même, ne reste pas en arrière pour témoigner de Marx que sa *«science économique était incontestablement très sérieuse, très profonde»*, et qu'il est un *«révolutionnaire sérieux, sinon toujours très sincère, qu'il veut réellement le soulèvement des masses»*. Son influence fut tellement puissante que ses disciples en arrivèrent à une sorte d'adoration du maître. Ce que la tradition rapporte de Pythagore, à savoir que le *«il l'a dit»* mettait fin, chez ses disciples, à toute controverse, s'applique aujourd'hui à l'école de Marx. La marxolâtrie est comme la vénération que certaines personnes ont pour la Bible. Il existe même une science, celle des commentaires officiels et, sous l'inspiration d'Engels, chaque déviation du dogme est stigmatisée comme une hérésie et le coupable est jeté hors du temple des fidèles. Moi-même, à un moment donné, j'ai senti cette puissance occulte, hypnotisé comme je l'étais par Marx mais graduellement, surtout par suite de la conduite des fanatiques gardiens postés sur les murs de la Sion socialiste, je me suis ressaisi, et sans vouloir attenter à l'intégrité de Marx, je me suis aperçu aussi qu'il a été l'homme du socialisme autoritaire. Il est vrai que ses disciples l'ont dépassé en autoritarisme (...).

(...) Contre ces traits caractéristiques des marxistes, il n'y a pas grand-chose à dire. Et si jadis j'ai pu croire qu'il ne fallait pas attribuer à Marx la tactique que ses partisans aveugles ont déclarée la seule salubre, j'ai fini par me rendre compte que Marx lui-même suivrait cette direction. J'en ai acquis la certitude par la lecture de cette lettre de Bakounine où il est écrit:

« Le fait principal, qui se retrouve également dans le manifeste rédigé par Marx en 1864, au nom du conseil général provisoire et qui a été éliminé du programme de l'Internationale par le Congrès de Genève, c'est la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière. On comprend que des hommes aussi indispensables que MM. Marx et Engels soient les partisans d'un programme qui, en consacrant et en préconisant le pouvoir politique, ouvre la porte à toutes les ambitions. Puisqu'il y aura un pouvoir politique, il y aura nécessairement des sujets travestis républicainement en citoyens, il est vrai, mais qui n'en seront pas moins des sujets, et qui comme tels seront forcés d'obéir, parce que sans obéissance il n'y a point de pouvoir possible. On m'objectera qu'ils n'obéissent pas à des hommes mais à des lois qu'ils auront faites eux-mêmes. A cela je répondrai que tout le monde sait comment, dans les pays les plus démocratiques, les plus libres mais politiquement gouvernés, le peuple fait les lois. Quiconque n'a pas le parti pris de prendre des fictions pour des réalités, devra bien reconnaître que, même dans ces pays, le peuple obéit non à des lois qu'il fait réellement, mais qu'on fait en son nom, et qu'obéir à ces lois n'a jamais d'autre sens pour lui que de le soumettre à l'arbitraire d'une minorité tutélaire et gouvernante quelconque, ou, ce qui veut dire la même chose, d'être librement esclave».

Nous voyons que *«la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière»* fut déjà son idée fixe et lorsqu'il parlait de la dictature du prolétariat, ne voulait-il pas parler en réalité de la dictature des meneurs du prolétariat? En ce cas, il faut l'avouer, le parti social-démocrate allemand a suivi religieusement la ligne de conduite tracée par Marx. L'idéal peut donc se condenser dans ces quelques mots: *«L'assujettissement politique et l'exploitation économique des classes»*. Il est impossible de se soustraire à cette logique conclusion lorsqu'on vise à *«la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière»* avec toutes ses inévitables conséquences (...).

(...) D'après Bakounine, en effet, les marxistes s'imaginent que *«le prolétariat des villes est appelé aujourd'hui à détrôner la classe bourgeoise, à absorber et à partager avec elle la domination et l'exploitation du prolétariat des campagnes, ce dernier paria de l'histoire, sauf à celui-ci de se révolter, et de supprimer toutes les classes, toutes les dominations, tous les pouvoirs, en un mot tous les Etats plus*

tard». Et comme il apprécie bien la signification des candidatures ouvrières pour les corps législatifs lorsqu'il écrit: «*C'est toujours le même tempérament allemand et la même logique qui les conduit directement, fatalement, dans ce que nous appelons le socialisme bourgeois, et à la conclusion d'un pacte politique nouveau entre la bourgeoisie radicale, ou forcée de se faire telle, et la minorité intelligente, respectable, c'est-à-dire embourgeoisée du prolétariat des villes, à l'exclusion et au détriment de la masse du prolétariat, non seulement des campagnes, mais des villes. Tel est le vrai sens des candidatures ouvrières aux parlements des Etats existants et celui de la conquête politique du pouvoir par la classe ouvrière*».

Domela NIEUWENHUIS.

LES ANARCHISTES ET LA SITUATION POLITIQUE EN 1978:

VINGT ANS DE POUVOIR...

1958. Le général De Gaulle monte sur Paris, renverse les institutions de la Quatrième République et s'autoproclame Président des Français. Ce coup d'Etat qui marque une rupture historique, une période de transition dans la société française entre la IV^{ème} et la V^{ème} République marque la volonté délibérée d'une droite qui, pour maintenir et renforcer son pouvoir, doit rompre inévitablement avec une gestion politique et économique dont le but proclamé était d'unir toutes les traditions «démocratiques» françaises dans un seul et même Etat.

En 1959, quand De Gaulle se fit plébisciter par voie de référendum, la situation politique de la France avait changé. De Gaulle avait pu réaliser l'unité de la droite derrière son personnage; il n'existait plus qu'une seule force politique imposante et puissante, le mouvement gaulliste qui laissait derrière lui une gauche bien faible, divisée, dont le discrédit n'avait fait que s'accroître depuis l'épisode de la guerre d'Algérie. C'est dans cette période que la bourgeoisie française va rédiger la nouvelle constitution qui, de son premier article jusqu'au dernier, va être un ramassis de lois qui sanctionne un régime bâti sur un coup d'Etat, irrespectueux des libertés les plus élémentaires.

Parallèlement à cette attaque sans précédent contre les droits du peuple français, le patronat va mener une offensive économique caractérisée par un désir d'élever toujours plus haut la quantité de production et de rentabiliser au maximum la main-d'œuvre.

Jusqu'en 1965, malgré des hauts et des bas (notamment le réflexe de peur suscité par le nombre de suffrages qu'obtient François Mitterand lors des élections présidentielles de 1965), la bourgeoisie française va connaître une période de prospérité économique: la production, les stocks augmentent jusqu'au jour où ce bel édifice, d'apparence solide, va laisser s'échapper des failles qui vont devenir par la suite irrésistibles. La première nation industrielle mondiale, les U.S.A., va être la première touchée par ce qu'on appelle communément la crise. Un pourcentage de rentabilité insuffisant dans la production ainsi qu'un déficit de la balance des paiements vont amener les U.S.A. à prendre un certain nombre de mesures tels que le flottement du dollar, la non-convertibilité, etc., qui se révéleront d'ailleurs par la suite totalement inefficaces.

Mais les U.S.A., de par leur situation économique dans le monde, vont «frapper» dans le dos les économies occidentales. En instituant la non-convertibilité suivie du flottement du dollar, les dirigeants américains savaient pertinemment que les nations occidentales allaient inévitablement plonger dans un déséquilibre dramatique pour leurs économies respectives. Conséquence logique de cette situation, les prix vont connaître une forte hausse (l'inflation), d'où une baisse de la consommation et enfin un nécessaire réajustement de la production entraînant avec lui la fermeture d'entreprises, les licenciements, ce qu'on appelle en clair la mise au chômage d'un certain nombre de travailleurs.

Nous n'allons pas continuer plus loin cette recherche économique, nécessaire et fondamentale quant à la compréhension anarchiste des événements d'aujourd'hui, tel n'est pas l'objet de cet article. Qu'il nous suffise simplement de dire ici que la société française, comme les autres nations occidentales, est en proie à une crise économique dans laquelle le capital ne pourra plus se relever. Pris dans le cercle infernal de l'inflation et du chômage, dans l'incapacité qu'il a à résoudre cette situation (quand il veut stopper l'un, il augmente l'autre) le seul recours pour le patronat va être alors de mener une politique d'austérité dont les travailleurs feront naturellement les frais.

C'est vers le début de l'année 1966 que le monde du travail va être frappé par cette crise. Des grèves éclatent ici et là sans pour autant mettre en danger le régime, les organisations syndicales restent peu combatives et se contentent de dénoncer verbalement les exploités. L'affrontement majeur, qui existe dans la société française, est dirigé sur le plan politique et non dans le social. En effet, c'est en 1967 qu'ont lieu les élections législatives; la droite commence alors à être discréditée pour sa mauvaise

gestion économique, la gauche conclut un accord électoral entre le Parti Communiste et l'Union de la Gauche Démocrate et Socialiste. Incontestablement, la situation de 1967 par le retournement d'alliance qu'elle engendre, laisse entrevoir une nouvelle transformation de la vie politique française caractérisée par une alliance «durable» entre P.C. et socialistes d'une part, et par la division analytique et programmatique des forces de droite d'autre part; nous aurons l'occasion d'y revenir plus loin.

Les élections de 1967 vont reporter pour une nouvelle législature la droite au pouvoir mais au début de l'année 1968, l'agitation qui commence dans les facultés parisiennes, va remettre en cause un processus politique jusque là bien établi. Durant le mois d'avril, les universités vont être en effervescence; les étudiants descendent dans la rue et le petit incident de Nanterre va faire grain de sable dans tout le pays. A Nantes, le personnel de l'usine Sud-Aviation, sous l'impulsion des militants anarchistes et syndicalistes-révolutionnaires, occupe l'entreprise; ce sera le départ de la grève générale qui gagnera les lycées, les ateliers et les bureaux. Durant un mois le pouvoir se trouvera dans la rue. De Gaulle, pris de panique, rejoint Massu à l'étranger tout en donnant des instructions très précises au ministère de l'Intérieur et des Armées. La grève continue, le portemonnaie des travailleurs devient de plus en plus léger et après un mois d'agitation tout rentre dans l'ordre: les étudiants dans les facultés, les ouvriers dans les usines, les employés dans les bureaux.

Mai 68 aurait pu déboucher beaucoup plus loin si les organisations syndicales avaient refusé la mascarade des accords de Grenelle, véritable symbole de la collaboration des classes. Les différents mouvements révolutionnaires de l'époque, l'extrême-gauche et les anarchistes, bien qu'ayant un énorme courant de sympathie autour d'eux, ne furent pas en mesure d'avancer une alternative crédible faute d'une capacité organisationnelle et militante suffisante. Mai 68 va donner matière à réflexion pour les militants anarchistes: d'abord il faut être prêt à assumer toutes les conséquences d'une situation révolutionnaire et pour cela renforcer l'organisation spécifique; ensuite et suivant cette démarche, une période révolutionnaire dure un certain temps mais qu'elle ne saurait durer indéfiniment. C'est bien parce qu'au bout d'un mois de grève les travailleurs ont eu sur le bout des lèvres l'éternelle question «*Et maintenant qu'est-ce qu'on fait?*», «*Faut que je bouffe*»... que Mai 68 n'a pu avoir un prolongement durable.

Mai 68 n'a pas été qu'un échec au sens strict du terme, loin s'en faut. La domination idéologique pressante exercée depuis l'apparition de la radio et de la télé va être balayée d'un seul coup et au fur et à mesure, la population va se donner progressivement une conscience politique qui, dans bien des foyers, va changer la vie. L'apparition sur la scène politique d'une force «incontrôlée» qui inquiète les partis traditionnels parce qu'ils luttent contre eux, pratiquant l'action directe, le sabotage, les séquestrations... va aller de pair avec le renouveau des idées libertaires dans lesquelles nombre de militants ouvriers et syndicaux vont se retrouver.

Après dix années de pouvoir personnel, De Gaulle va finir sa carrière politique à Colombey. Une majorité de NON se dégage lors du référendum de 1969, les élections présidentielles commencent. Pompidou, ancien Premier ministre de De Gaulle, gagne la bataille et le régime de corruption de la Cinquième République continue son bonhomme de chemin à la différence, cette fois, que les syndicats, sous la pression de la base, vont se montrer plus combatifs et que les partis de gauche signent un programme commun en 1972. Frappé par la maladie, Pompidou rend l'âme en 1974. C'est là véritablement que la situation politique du pays va connaître un nouveau dynamisme et un nouveau visage.

Dès le début de la campagne électorale, les tensions se font de plus en plus fortes au sein de la droite. Celle-ci est dépourvue de personnalités qui pouvaient par le passé incarner l'«unité et la grandeur de la France». Les conflits entre gaullistes, libéraux et centristes vont rejaillir de plus belle, ce qui aboutira à une bataille de voix entre Chaban-Delmas qui incarne la vieille U.D.R. et Giscard d'Estaing, jeune loup des finances et de la politique, qui représente le courant libéral et centriste. La progression de la gauche, déjà remarquée lors des élections législatives de 1973, va définitivement couper le courant «majoritaire» en deux; les années 1975, 76, 77 poussent les partis de droite à saccager leurs organisations, l'U.D.R. se transforme en R.P.R., les Républicains Indépendants en P.R.

Dès lors, les divergences de programme qui portent sur la stratégie à employer pour barrer la route à la gauche, vont aller en s'accroissant. Le Parti Républicain, s'inspirant de la situation portugaise et

ouest-allemande, pense qu'il existe une profonde coupure entre la social-démocratie du P.S. et le communisme totalitaire du P.C. L'objectif sera donc d'essayer de rassembler ces socialistes en utilisant leur crédit électoral pour former un gouvernement incolore qui ne s'occupe que d'économie, laissant loin derrière lui la politique.

La vision du R.P.R. est toute différente. Pour lui, le P.C. et le P.S. ont signé un programme en 1972. Ce programme est un programme de gestion commune de la société française et il sait bien que socialistes et communistes, s'ils veulent un jour arriver au pouvoir, auront besoin de l'un et de l'autre. A partir de cette analyse, le R.P.R. pense qu'il ne sert à rien de jouer sur la diversion entre socialistes et communistes; ce qu'il faut pour sauver la France du péril Rouge, c'est que dès maintenant s'organise une offensive politique contre la gauche, terrain trop souvent délaissé par la droite.

En organisant des centaines de meetings dans le pays, construisant des sections d'entreprises et un mouvement de jeunes, le R.P.R., bien que dirigé par les vieux démons du gaullisme, devient une force militante et dynamique qui séduit tout une petite-bourgeoisie déclassée touchée par la peur du communisme. Pour battre la gauche, Chirac va effectivement utiliser ce réflexe de peur, stratégie qui s'est révélée extrêmement payante que ce soit dans les pays latins ou sud-américains.

Les réunions du comité de liaison de la majorité ne changeront rien à cette situation. En opposant aux ministres-candidats à la députation désignés par Raymond Barre des candidatures strictement R.P.R., Chirac et les siens mènent ainsi le combat frontalement contre le Président Giscard d'Estaing. En formant des candidatures d'unité radicale-centriste et libérale, le Parti Républicain constitue un front anti-R.P.R. que personne ne pourrait nier aujourd'hui.

La réalité est bien présente: la bourgeoisie est à long terme incapable de résoudre la crise économique, entre une politique dure et autoritaire contre les travailleurs et une autre qui tendrait à faire avaler la carotte de manière plus coulante, la droite au pouvoir depuis plus de vingt ans se trouve divisée dans des questions stratégiques. Il ne s'agit pas pour les travailleurs de savoir comment on peut mieux les berner, R.P.R. et P.R. ont au moins en commun un choix de société: celle qui nie les droits des travailleurs et qui les exploite par l'intermédiaire du capital et de l'Etat.

La droite au pouvoir? Un million cinq cent mille chômeurs, le pouvoir d'achat en baisse, le droit syndical bafoué, l'inégalité constante entre l'homme et la femme, les centrales nucléaires qu'on impose, les nervis du S.A.C. et de la C.S.L. (ex-C.F.T.) contre les travailleurs en lutte, le rascisme vis-à-vis des travailleurs immigrés, les scandales qui éclaboussent les politiciens... l'exploitation de l'homme par l'homme! C'est un constat de faillite, il est grand temps de se débarrasser d'elle.

LE PROGRAMME COMMUN - LES SYNDICATS:

L'histoire de la gauche française est aussi vieille que l'histoire du mouvement ouvrier et remonte aux origines du socialisme: 1848, la Commune de 1871. C'est vers les années 1880 qu'une multitude de petits partis révolutionnaires vont se créer, s'inspirant plus ou moins bien de la pensée marxiste mais qui, au fil des années, vont réussir à s'unifier sous la houlette du Parti Socialiste. En 1917, la révolution russe éclate et les polémiques entre Lénine et Plékhanov vont rejaillir sur toute l'histoire mondiale du marxisme. En 1920, au congrès de Tours, le parti socialiste voit ses tendances voler de toute part: Cachin, Vaillant et d'autres fondent le Parti Communiste, Section Française de l'Internationale Communiste, Blum conserve la maison-mère et donne ainsi au P.S. une image social-démocrate bon teint.

Les affrontements entre les deux partis vont être extrêmement durs et ce n'est qu'en 1934, sous ordre de la direction du Kremlin, que le Parti Communiste engage la bataille pour le Front Populaire alliant socialistes, radicaux et communistes. En 1936, cette politique du «Front Popu» va gagner pour un temps limité et permettra aux travailleurs d'avoir une certaine amélioration dans leur condition de vie et de travail (congés payés, 40 heures). En 1939, la guerre éclate et en 1945, lors de la Libération, le P.C. se trouvera au gouvernement aux côtés de la bourgeoisie française, puis se fera chasser de celui-

ci en 1947. Dès lors, la bataille âpre entre socialistes et communistes va rejaillir de plus belle, c'est soixante ans d'histoire de division, soixante ans dont il sera extrêmement dur de se débarrasser.

Les résultats de la gauche au gouvernement sont loin d'être convaincants. Si le Front Populaire accorde les 40 heures, les congés payés pour les travailleurs, il ne le fera pas spontanément. C'est sous la pression de milliers de grévistes qui occuperont les entreprises que le gouvernement va céder devant ces revendications ouvrières. A aucun moment, la gauche n'a joué le rôle de «moteur révolutionnaire», socialistes et communistes ont tout fait pour freiner la mobilisation populaire. Blum s'est comporté comme un loyal gérant du capitalisme et il suffit pour s'en convaincre de se remettre en mémoire ces quelques citations extraites des publications

S.F.I.O.: *«Mon devoir était clair, impérieux: il était... de ne pas provoquer entre patrons et ouvriers ce que les patrons redoutaient alors le plus, cette espèce de division morale qui est plus grave et plus pernicieuse que tout dans un pays et une démocratie»*. Plus loin, Blum explique que lorsque la vague de grèves s'est calmée, *«Nous n'avons pas hésité: nous avons fait respecter le droit de propriété»*. En fait, Blum, soutenu par les communistes, a géré une société comme n'importe quel autre bourgeois aurait pu le faire à sa place. Et quand Thorez eut cette phrase demeurée célèbre dans l'histoire du mouvement ouvrier *«Il faut savoir terminer une grève»*, les travailleurs pouvaient savoir dès ce moment que la politique du P.C. et de la S.F.I.O. était définitivement étrangère aux véritables intérêts de la classe ouvrière, que l'un et l'autre n'hésiteraient pas à mener une politique *«de gauche»* au service de la bourgeoisie.

Quarante années plus tard, le visage que nous offre la gauche à travers son programme commun n'a guère changé. Il s'agit toujours de garder ni plus ni moins le capitalisme, l'économie de marché tel que se plaisent à le faire remarquer ses dirigeants.

En 1971 au congrès d'Epinais, les résidus sociaux-démocrates se trouvent écartés de la direction pour faire place à l'équipe de Mitterrand qui souhaite donner au parti socialiste une image plus révolutionnaire. Sous la pression du CERES (tendance du P.S.) et du P.C. qui fait sienne depuis un certain temps la politique d'« union de la Gauche », les deux partis se rencontrent afin d'élaborer ensemble un programme commun de gouvernement. Le 25 juin 1972, le document est signé puis ratifié quelques mois plus tard par les radicaux.

A cette époque, le Parti Communiste était le mieux représenté dans cette union et pouvait, par le poids de ses suffrages, influencer sur le comportement politique du P.S. Les élections présidentielles, cantonales puis municipales devaient renverser les rôles; non seulement les socialistes devenaient la force électorale la plus puissante de la gauche, mais aussi de tout le pays.

En 1976, Mitterrand comme Marchais reconnaissent qu'il faut actualiser le programme commun en expliquant avec raison que la situation économique s'est transformée depuis 1972 et que les réponses à apporter dans tel domaine sont peut-être aujourd'hui à revoir. Les négociations vont donc être entamées et aboutissent au début de l'année 1978 à une cassure entre le P.C. et le P.S. qui devraient aller chacun de leur côté dans la bataille des législatives.

En fait, la polémique qui s'est engagée entre le P.C. et le P.S. ne porte pas sur le problème de la réactualisation mais bien sur le programme commun de 1972 en tant que tel. L'objet principal des négociations résidait dans le nombre et le contenu des nationalisations, P.C. et P.S. avaient là tous les deux en commun une démarche capitaliste qui variait dans les accessoires.

Vouloir faire passer le secteur économique privé dans les mains de l'Etat n'engage en rien un processus révolutionnaire. En nationalisant les filiales des multinationales et d'autres secteurs clefs, la gauche ne fait que changer les propriétaires mais ne remet pas en cause cette propriété gagnée par les patrons sur la sueur des travailleurs. En quoi le fait d'avoir un patron de gauche peut-il changer quelque chose pour la classe ouvrière? Contre les éboueurs en grève de Marseille, employés municipaux, Defferre n'a-t-il pas envoyé l'armée et les C.R.S. pour briser leur lutte? Non, un patron même de gauche reste toujours un patron et la fameuse autogestion que prône le P.S. et maintenant le P.C. n'est qu'un vulgaire argument de propagande électorale.

Defferre, dans son livre «*Si Demain la Gauche*» nous éclaire quant à la conception autogestionnaire du Parti Socialiste: «*L'autogestion ne doit donc pas consister en ce que chaque individu, ou chaque groupe d'individus qui travaille dans l'entreprise décide à tout bout de champ de ceci ou de cela. Elle consiste à faire en sorte que chaque individu participe à la discussion, soit consulté, mais qu'ensuite celui qui est chargé de conduire la discussion, celui qui est au sommet, soit seul responsable de l'exécution des décisions, sans qu'elles puissent être remises en cause à tout moment. On le constate dans la vie, au gouvernement comme dans l'entreprise. Quand il s'agit d'une décision courante, c'est à celui qui est compétent qu'il revient de statuer à son échelon, mais quand une décision très grave est à prendre, en définitive on se tourne toujours vers celui qui est au sommet... Que restera-t-il sinon pour le chef d'entreprise de ce sentiment de responsabilité qui lui est essentiel?*». Nous ne pensons pas nécessaire de commenter ce paragraphe, il se suffit à lui-même, pas plus que de discuter de l'autogestion à la sauce P.C. car nous ne pensons pas très sérieux de la part d'un parti qui a lancé ses militants pendant des années contre l'autogestion «contre-révolutionnaire» et qui d'un seul coup s'en fait le meilleur défenseur. Nous laissons soin aux travailleurs, et surtout aux militants de base (qui n'ont jamais été consultés) des sections et cellules du P.C. de juger.

La polémique entre le P.C. et le P.S. n'indique pas que tel parti est révolutionnaire et que l'autre ne l'est pas, tout au contraire, elle montre aux travailleurs combien l'intérêt des partis pour leur propre appareil prime sur l'intérêt de la classe. La conférence nationale du P.C. de janvier 78 où il déclare se désister au second tour pour le P.S. qu'à la condition sine qua non que le P.C. obtienne un minimum de 25 % des suffrages n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

Il ne s'agit pas pour nous, en constatant que cette division influe négativement sur le potentiel de combativité des travailleurs, d'appeler à l'unité des deux partis comme le font la plupart des organisations d'extrême-gauche. Au contraire, il s'agit de profiter de cette division pour expliquer aux travailleurs en quoi le P.C. et le P.S., une fois au pouvoir, mèneront une politique étrangère à leurs intérêts. Demander au P.C. et au P.S. de rompre avec les radicaux relève d'un manque de réalisme politique des plus flagrants. Vouloir faire croire aux travailleurs qu'une fois le P.C. et le P.S. défaits de l'alliance avec les radicaux, c'est ouvrir la voie à la crise révolutionnaire, c'est méconnaître la manière dont le programme commun a vu le jour. C'est le P.C. et le P.S. qui seuls l'ont rédigé, les radicaux ont juste apposé leur signature et ce n'est pas cela qui a empêché que le programme commun soit un programme bourgeois.

Cent ans d'histoire nous confirme dans notre analyse: la gauche au pouvoir n'a fait que la politique de la bourgeoisie, elle continuera dans cette voie-là. Si nous pouvons penser dans une certaine mesure qu'il serait préférable qu'il y ait une majorité de gauche en 1978 dans le sens où cela signifierait que la population laborieuse de ce pays refuse le régime d'austérité, de chômage et de vie chère que mène la droite depuis vingt ans, nous ne pensons pas que cela suffise pour changer vraiment de société, pour changer vraiment la vie. En 1978 comme en 1936 et en 1968, les travailleurs ne doivent compter que sur leurs luttes, mais seront-ils aidés par leurs directions syndicales?

Depuis 1945, trois centrales syndicales se partagent le taux de syndicalisation dans la classe ouvrière: C.G.T. inféodée au Parti Communiste, C.F.D.T. et F.O. où se cotoient avec plus ou moins de bonheur les militants révolutionnaires et réformistes. Les militants libertaires, eux, se sont toujours investis dans l'action syndicale.

En 1968, des milliers de jeunes travailleurs conquis par les idées révolutionnaires commencent à bousculer les directions confédérales jugées peu combattives; la réaction de la C.G.T. ne tardera pas à se faire sentir, celle de la C.F.D.T. viendra plus tard quand le Parti Socialiste aura soigneusement mené son O.P.A. (offre publique l'achat) sur elle. Jusqu'en 1974, le recrutement de la C.F.D.T. s'effectue nettement à gauche, elle regroupe nombre de travailleurs radicalisés qui n'entretiennent que peu d'espairs vis-à-vis du P.C. et du P.S.

Mais les militants «syndicalistes» du P.S. vont mener une véritable bataille politique pour conquérir tous les postes clefs au sein des directions fédérales, si bien qu'à la fin de l'année 1976, une véritable chasse aux sorcières va se déclencher au sein de la C.F.D.T. L'exclusion par les dirigeants confédéraux de plusieurs sections locales va se mener sur deux fronts à la fois: contre l'extrême-gauche, dont la

pratique bureaucratique, soit dit en passant, n'est guère différente de celle menée par le bureau confédéral, et contre les «basistes», dénomination derrière laquelle se retrouvent les militants libertaires ou plus simplement les travailleurs qui se battent pour l'autonomie et la pratique de la démocratie directe.

L'objectif d'une telle opération est on ne peut plus clair: face à l'éventuelle arrivée au pouvoir de la gauche, le gouvernement d'union aura nécessairement besoin de la paix sociale; les syndicats, organisations de classe des travailleurs, devront donc l'y aider, et pour ce faire éliminer toutes les oppositions discordantes à l'intérieur des sections ou des fédérations. Ainsi, toute une politique d'épuration va être menée au sein de la C.F.D.T. que Séguy qualifie de sage et raisonnable.

Alors que la crise économique sévissait sur tous les fronts, les directions syndicales, pour contrecarrer l'offensive du patronat, n'ont trouvé rien de mieux à opposer que des grèves bidon de vingt-quatre heures. 7 octobre, 24 mai... des millions de travailleurs dans la rue pour manifester leur mécontentement, mais pourtant aucun débouché aux luttes n'était donné. Il s'agissait de rassurer avant tout l'électorat modéré de la gauche, inquiets d'une base sociale potentiellement combative et capable d'ouvrir la crise révolutionnaire. Ainsi en pratiquant la tactique des grèves tournantes, du secteur par secteur, les directions syndicales ont véritablement cassé la lutte. Les belles déclarations «*Le Plan Barre ne passera pas!*» n'ont rien changé à la situation, le premier plan Barre est passé comme l'ont été par la suite les deux autres qui suivaient.

En cela, les travailleurs en lutte ont durement fait l'expérience d'une tactique purement réformiste qui ne s'est conclue par aucune victoire. Toutes les actions lancées par la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.E.N. n'ont été que des mobilisations solidement encadrées par l'union de la gauche ou du moins ce qu'il en reste. L'austérité ne se négocie pas, elle se refuse même sous un gouvernement qui prétend représenter les intérêts des travailleurs.

NOS PROPOSITIONS, LES TÂCHES DE L'ORGANISATION ANARCHISTE:

Répéter inlassablement que la gauche ne présente pas une alternative révolutionnaire crédible serait propagande totalement inutile si nous n'offrions pas, nous, militants révolutionnaires, quelque chose de différent qui puisse être capable d'instaurer une nouvelle société libérée de l'oppression et de l'exploitation quotidienne. Mais contrairement à certains, nous ne pensons pas qu'il soit bonne politique de faire de la surenchère aux réformistes: Mitterand propose le SMIC à 2 400 F, demandons-le à 2 700 F; ils demandent les 40 heures, proposons les 35 heures... la tâche des militants révolutionnaires ne réside pas en cela.

Ces revendications, si nous ne les négligeons pas en tant que travailleurs, ne sont pas révolutionnaires dans la mesure où elles n'offrent pas une perspective de rupture avec le capitalisme et c'est là le rôle que nous devons assumer dans les entreprises. Nous pensons qu'il est bien plus profitable de mener un combat contre la hiérarchie des salaires, contre la hiérarchie des fonctions qui vont à l'encontre directe du système. De même lorsqu'une action est menée, notre devoir consiste à ce que la lutte soit prise en charge directement par les travailleurs. Les militants anarchistes doivent se battre pour la pratique des Assemblées Générales souveraines, qui élisent des comités de grève réunissant syndiqués et non-syndiqués dont le mandat est révocable à tout moment.

En cela, une telle pratique est complètement contradictoire avec les journées de 24 heures décidées d'en haut sans aucune consultation de la base. C'est à partir de revendications précises, d'une mobilisation directe dans les boîtes, d'une participation générale des travailleurs dans l'organisation de leur lutte, que le chemin d'une victoire de classe peut être tracé. Mais la tâche des travailleurs libertaires ne saurait se limiter au combat étroit d'une seule entreprise, ils doivent se battre pour la coordination des luttes, celle-ci doit se faire en trois temps:

Quand les travailleurs du «Parisien Libéré» sont en lutte contre les licenciements que veut imposer la direction, ils savent bien qu'ils ne sont pas les seuls à être victimes de la restructuration entreprise par

les patrons du Livre. Contre les licenciements, contre le plan d'ensemble du patronat, ce sont tous les travailleurs de la presse et du labeur qui doivent riposter. C'est la coordination par secteur.

Lorsqu'une grève éclate dans une ville, tous les travailleurs doivent y apporter leur soutien en renforçant ainsi la solidarité ouvrière. Rien n'est plus important que le combat contre le corporatisme, les travailleurs ont des intérêts communs: c'est la coordination par localité.

Enfin, et ce troisième point est important car il permet de dépasser le stade revendicatif pour devenir potentiellement révolutionnaire, c'est la coordination de tous les secteurs de lutte: dans toutes les industries, les patrons frappent dur les travailleurs, dans toutes les entreprises les travailleurs doivent lancer une contre-offensive de classe généralisée, c'est la grève générale, insurrectionnelle.

Aujourd'hui, si les directions syndicales téléguidées par la volonté des partis de gauche ne pratiquaient pas l'attentisme électoral, il serait d'ores et déjà possible de lancer des grandes actions révolutionnaires d'envergure. Il n'est pas de notre politique de souhaiter la paupérisation de la classe ouvrière, mais force nous est de constater que chaque jour, elle subit de plus en plus l'exploitation patronale et étatique, par les différents plans Barre qui ont tous été des plans de restructuration capitaliste, par les atteintes aux droits ouvriers, à la répression la plus féroce des luttes; il ne faut pas baisser les bras!

Les patrons qui nous gouvernent ne se gênent pas pour licencier, pour réprimer, dès lors les travailleurs ne doivent pas se gêner pour exproprier les patrons et balayer l'exploitation salariale. La grève générale, préparée dans les assemblées générales et coordonnées entre elles par le lien fédéraliste, est possible dès aujourd'hui et doit nécessairement faire éclater un processus révolutionnaire. Elle doit devenir gestionnaire et expropriatrice: en occupant les locaux de l'entreprise et en faisant redémarrer la production pour leur propre compte, les travailleurs ouvrent la voie à la construction du socialisme.

S'organiser pour vaincre:

De tels axes de bataille, s'ils veulent aboutir, doivent faire écho à la volonté d'acquérir une capacité organisationnelle et militante adéquate à une possible transformation révolutionnaire. Le congrès extraordinaire de la F.A. qui s'est tenu à Boussy-Saint-Antoine dans le mois de novembre 1977, en trace les grandes lignes. Si nous pensons que l'entreprise est un terrain de notre propagande, nous devons inmanquablement nous doter de structures qui la facilitent.

En créant des cercles anarchistes d'entreprise spécifiquement F.A., les militants se donnent les moyens de lutter efficacement tout en gardant leur autonomie politique. En fédérant ces cercles par liaisons professionnelles, ils donnent une dimension nationale à leurs problèmes respectifs et peuvent ainsi déterminer une politique globale pour chaque secteur. Mais si ce renforcement de l'organisation dans les entreprises est nécessaire, il ne se suffit pas à lui-même; il doit faire écho à la volonté de milliers de travailleurs radicalisés, déçus par le réformisme syndical ou bien exclus par celui-ci.

En donnant aux cercles d'entreprise F.A. le rôle d'impulser des commissions larges regroupant les travailleurs, syndiqués ou non, sur des bases libertaires, le congrès F.A. entend préfigurer la construction d'un mouvement autonome révolutionnaire de masse.

Face aux exclusions syndicales de plus en plus nombreuses, face à la volonté de plus en plus de travailleurs qui veulent se regrouper différemment, la construction d'un mouvement libertaire de masse est devenue une nécessité indispensable. Dans ce cadre-là, la F.A. ne compte pas se comporter en avant-garde révolutionnaire. Elle dit simplement qu'il faut que les travailleurs libertaires se regroupent et se donnent les moyens de lutter; la manière de s'organiser concerne ces travailleurs et c'est tous ensemble que nous devons nous donner des accords pratiques, armes indispensables pour une propagande sérieuse et efficace.

La situation d'aujourd'hui est potentiellement révolutionnaire; il faut que les militants libertaires en soient conscients et qu'ils puissent être à la hauteur de leur tâche. Si la gauche gagne les élections, chacun peut facilement s'imaginer l'élan populaire qui suivra. Il ne faudra pas à ce moment-là que les

travailleurs se fassent berner, ils auront de nouveau à lutter contre l'austérité que voudra leur imposer la gauche, il faudra qu'ils comptent sur leurs propres luttes. Si la droite l'emporte, les partis de gauche déclareront tout bonnement qu'il faudra attendre la prochaine fois, les syndicats reconduiront leur politique d'attentisme.

En tout état de cause, nombreux sont les travailleurs qui à ce moment se retourneront vers nous, déçus par la gauche, déçus par cette politique électoraliste dans laquelle ils mettaient tous leurs espoirs. Il faudrait cependant se garder d'un optimisme trop rassurant: si la gauche perd les élections, la lutte des classes se trouvera confrontée à deux mouvements contradictoires: l'un qui s'engage dans la rupture révolutionnaire, l'autre qui démoralise une frange importante de la classe ouvrière.

Dans ces circonstances, une brèche sera à saisir par les militants révolutionnaires anarchistes. L'enjeu est d'importance, il est décisif.

Groupe Libertaire Fresnes-Antony.
Fédération Anarchiste.
